



Société du patrimoine politique
du Québec

*Les lieux de résidence
de grands parlementaires québécois
1791-1867*

Rapport de recherche

présenté par

Marie-France Lapointe

Août 2004

En collaboration avec
l'Assemblée nationale du Québec et
la Commission de la capitale nationale du Québec

*Les lieux de résidence
de grands parlementaires québécois
1791-1867*

Rapport de recherche

présenté par

Marie-France Lapointe

Août 2004

Table des matières

	Page
Avant-propos : Un rapport de recherche.....	iii
Pierre-Stanislas Bédard, 1762-1829.....	1
George-Étienne Cartier, 1814-1873.....	6
Joseph-Édouard Cauchon, 1816-1885.....	12
Antoine-Aimé Dorion, 1818-1891.....	16
Louis-Hippolyte La Fontaine, 1807-1864.....	21
Augustin-Norbert Morin, 1803-1865.....	26
Jean-Antoine Panet, 1751-1815.....	31
Joseph Papineau, 1752-1841.....	34
Louis-Joseph Papineau, 1786-1871.....	38
Louis-Victor Sicotte, 1812-1889.....	45
Étienne-Paschal Taché, 1795-1865.....	49
Denis-Benjamin Viger, 1774-1861.....	54
Bibliographie.....	60
Annexe I : Contacts – Personnes-ressources.....	67

Avant-propos

Un rapport de recherche

C'est avec un plaisir non dissimulé que nous présentons ici le rapport de recherche relatif aux lieux de résidence de grands parlementaires québécois de la période du Bas-Canada et de l'Union, à savoir de 1791 à 1867.

Produit pour la Société du patrimoine politique du Québec, ce document synthèse poursuit deux grands objectifs :

- ✓ d'une part, identifier et dresser la liste des lieux de résidence de personnages parlementaires québécois de la période du Bas-Canada et de l'Union (1791-1867);
- ✓ et, d'autre part, pour chaque personnage parmi la liste déterminée par les instances de la Société du patrimoine politique du Québec :
 - rechercher et identifier les lieux de résidence
 - faire une description sommaire physique des lieux de résidence, leurs édifices et leurs sites
 - compléter une fiche documentaire historique sur chacun de ces lieux de résidence.

Le rapport se présente selon le modèle suivant :

- ✓ tout d'abord, nous présentons une courte biographie du personnage;
- ✓ vient ensuite un résumé des résidences occupées;
- ✓ enfin, nous ajoutons un complément d'information ouvrant diverses possibilités en lien avec la recherche effectuée.

Nous nous permettons de souligner ici que les quelques réflexions formulées suite à l'examen des résidences retracées pour chacun des personnages ne sont présentées qu'à titre informatif et ne constituent en rien des directives à suivre dans un avenir plus ou moins rapproché. Nous avons néanmoins pensé qu'elles viendraient étoffer le rapport que nous présentons aujourd'hui.

Nous tenons également à préciser que nous avons privilégié l'ordre alphabétique en ce qui a trait à la présentation de nos personnages. Nous avons jugé que la date de naissance ou la date de mort ne pouvait pas constituer ici un point de repère significatif dans le classement des personnages. En ce qui concerne les années d'activité, elles se recourent dans la majorité des cas, ce qui pourrait rendre arbitraire un classement suivant ce critère.

En guise de conclusion, et en tenant compte de notre prédilection pour les nouvelles technologies, nous nous permettons de formuler une idée qui nous semble prometteuse quant à la diffusion des informations recueillies. L'autoroute de l'information, par le biais du Web et des différents sites Internet permet une diffusion des connaissances et suscite des échanges pouvant s'avérer des plus enrichissants. Peut-être que, dans le futur, une initiative sera prise dans le but de produire un site Internet présentant le résultat de recherches portant sur les résidences de ces hommes qui ont donné une partie d'eux-mêmes au Québec que nous connaissons aujourd'hui. Nous ne pourrions que nous réjouir d'une telle initiative.

Bonne lecture !

Marie-France Lapointe
Historienne consultante

Québec, août 2004

Pierre-Stanislas Bédard¹ (1762-1829)



Né à Charlesbourg le 13 septembre 1762, baptisé sous le nom de Stanislas dans la paroisse Saint-Charles-Borromée (Charlesbourg) le 14 septembre 1762, décédé à Trois-Rivières le 26 avril 1829, inhumé dans l'église de l'Immaculée-Conception le 30 avril 1829.

Fils de Pierre-Stanislas Bédard et de Marie-Louise (Josephte) Thibault, époux de Jeanne-Françoise-Frémiot-de-Chantal-Luce-Louise dite Luce Lujus (cathédrale Notre-Dame de Québec le 26 juillet 1796), père d'Elzéar Bédard (1799-1849).

Député de Northumberland (1792-1808), de la Basse-Ville de Québec (1808-1810) et de Surrey (1810-1812); chef du Parti canadien (1804-1810); juge de la Cour du banc du roi (1812-1828).

Après des études au Petit Séminaire de Québec (1777-1784) et un court stage de clerc, il est admis au Barreau le 6 novembre 1790. Il pratique sa profession jusqu'en 1803. En 1792, il est élu député de Northumberland, circonscription qu'il représente jusqu'en 1808, alors qu'il est élu dans la Basse-Ville de Québec. En 1809, il est à la fois élu dans Surrey et la Basse-Ville de Québec, et il opte pour cette dernière. En 1810, il est élu dans Surrey, où il siège jusqu'à son retrait de la politique municipale en 1812.

En 1806, il fonde, notamment avec François Blanchet, Jean-Thomas Taschereau, Joseph-Louis LeVasseur Borgia et Joseph Planté, le journal *Le Canadien*, organe politique du Parti canadien (qui deviendra le Parti patriote en 1826) et dont il est alors le chef (1804-1810). *Le Canadien*, dans lequel il rédige de nombreux articles sans toutefois les signer, suscite la controverse par ses propos engagés. La polémique suscitée par *Le Canadien* et ses protagonistes amène le gouverneur James Henry Craig à faire arrêter l'imprimeur et les rédacteurs du journal, dont Pierre Bédard. Ce dernier, arrêté le 19 mars 1810, est incarcéré à la prison de Québec pour n'être relâché qu'un an plus tard (en mars ou avril 1811), sans avoir subi de procès.

¹ Fernand OUELLET, « Bédard, Pierre-Stanislas », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, Ottawa, Archives nationales du Canada / Bibliothèque nationale du Canada, 2003, page consultée le 31 mai 2004; Bibliothèque de l'Assemblée nationale, *Dictionnaire des parlementaires du Québec, 1792-1992*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993, p. 47-48; Fernand OUELLET, *Le Bas-Canada, 1791-1840 : Changements structureaux et crise*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976; ANQ-Q, État civil, Catholiques, Saint-Charles (Charlesbourg), 14 septembre 1762; ANQ-Q, État civil, Catholiques, Notre-Dame-de-Québec, 26 juillet 1796.

Le 11 décembre 1812, il est nommé juge de la Cour du banc du roi pour le district de Trois-Rivières. Il y restera en poste jusqu'à sa mort en 1829, exception faite d'un congé prolongé pour raisons de santé entre mars 1827 et janvier 1828.

Opposé à l'union des deux Canada il est, en 1822, président du comité de protestation contre ce projet d'union pour la région de Trois-Rivières.

Les résidences de Pierre-Stanislas Bédard²

Pierre-Stanislas Bédard est né à Charlesbourg. Selon les renseignements dont dispose la Société historique de Charlesbourg, Pierre-Stanislas père s'est porté acquéreur des concessions numéro 400, 401 et 402 au village Saint-Pierre de Charlesbourg en 1765. Notre personnage aurait vraisemblablement passé son enfance à cet endroit. La maison natale n'a toutefois pas été retracée.

En 1790, un annuaire de la ville de Québec mentionne deux Pierre Bédard (sic), l'un étant le père (Pierre Bédard senior), boulanger de son état, vivant au 10, rue Saint-Flavien, et l'autre étant vraisemblablement le fils (Pierre Bédard junior), avocat, vivant au même endroit. Nous pouvons supposer qu'il s'agit là de notre personnage, puisque son père s'appelait Pierre-Stanislas tout comme lui, et que notre personnage a été reçu avocat en 1790. Il serait possible qu'il demeure alors toujours dans la maison paternelle.

En 1795, l'avocat Pierre Bédard est réputé vivre au 2, rue Sainte-Famille, alors qu'en 1798, il serait au 15, rue Saint-Joseph, toujours à Québec. Lorsqu'il épouse Luce Lajus en 1796, il déclare vivre à Québec.

En 1800, Pierre-Stanislas Bédard se porte acquéreur de la maison sise au 18 de la rue Mont-Carmel, au coin de la rue Haldimand à Québec. Cette résidence, construite entre 1779 et 1785, sera sa propriété jusqu'à sa mort en 1829. Lorsque Bédard en prend possession, elle ne comporte

² Jean-Marie LEBEL, *Le Vieux-Québec : Guide du promeneur*, Sillery, Septentrion, 1997, p. 251; Commission des biens culturels du Québec, *Les chemins de la mémoire : Monuments et sites historiques du Québec*, Tome I, Québec, Les Publications du Québec, 1990, p. 135-136; *The Directory for the City and Suburbs of Quebec*, Québec, W. Moore/Herald Printing Office, 1790; Archives de la province de Québec, *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec pour 1948-1949*, Québec, Ls-A. Proulx, Imprimeur de sa Majesté le Roi, 1949; ANQ-Q, Actes notariés, notaire Joseph-Bernard Planté, 22 juillet 1796; Rodolphe FOURNIER, *Lieux et monuments historiques de Québec et environs*, Québec, Éditions Garneau, 1976, p. 204; ANQ-Q, Actes notariés, greffe de Joseph-Bernard Planté, 22 juillet 1796.

qu'un rez-de-chaussée. En 1815, il charge Guillaume Jourdain, maître maçon, d'y ajouter un étage. Il n'entreprend pas d'autres rénovations avant sa mort, alors qu'il lègue la propriété à son fils, Elzéar.

Lorsqu'il hérite de la propriété en 1829, Elzéar Bédard y entreprend divers travaux. Entre 1830 et 1832, il fait ajouter un étage à la maison. Il la fait également recouvrir en totalité avec des planches de clins. En 1832, il fait construire une nouvelle résidence sur le côté sud de la résidence paternelle. Cette nouvelle construction donne sur la rue Haldimand et porte le numéro 12. Bédard s'y installe, afin de laisser sa mère occuper celle donnant sur la rue Mont-Carmel. En 1836, il vend ses deux propriétés, celle de la rue Mont-Carmel à Jean Chabot et celle de la rue Haldimand à Thomas Cushing Aylwin. En 1850, une troisième maison est construite entre les deux propriétés, et elle porte le numéro 14 de la rue Haldimand.

On pense que l'incendie ayant eu lieu en 1860 aurait ravagé les trois résidences, puisque la menuiserie intérieure semble dater des années 1860. En 1866, la maison Bédard est entièrement restaurée. L'intérieur a été refait, et les façades ont été recouvertes, de crépi pour celle donnant sur la rue Mont-Carmel, et de planches à clins pour celle donnant sur le rue Mont-Carmel. En 1886, la Société de construction permanente de Québec y installe ses bureaux.

De l'époque des Bédard, il y subsiste un escalier datant de 1830 dont les poteaux, en bois sculpté, sont ornés de feuilles d'érable et de castors, emblèmes des Canadiens français. On retrouve également un manteau de cheminée ainsi qu'un poêle de faïence, situé au rez-de-chaussée.

Bien qu'il demeure propriétaire de la résidence de la rue Mont-Carmel jusqu'à sa mort, Pierre Bédard n'y a pas vécu toutes ces années. Sa nomination au poste de juge à Trois-Rivières en décembre 1812 vient mettre un terme à la période où il réside à Québec. Toutefois, son épouse occupe toujours la résidence appartenant à son époux avec qui elle ne vit plus dès lors. Lorsqu'il était en poste à la Cour du banc du roi pour le district de Trois-Rivières, Pierre-Stanislas Bédard a notamment résidé sur la rue Notre-Dame³. En 1818, il engage le menuisier Hyacinthe Thibault afin que ce dernier effectue des réparations sur sa résidence. En 1820, le juge Bédard engage le menuisier Joseph Héroux dans le but de se faire construire une maison sur un terrain appelé « Les Champs », toujours à Trois-Rivières. Nous ne disposons pas d'informations

³ Archives nationales du Québec, Centre régional de la Mauricie – Bois-Francs, *Répertoire des marchés de construction et des actes de société des Archives nationales du Québec à Trois-Rivières, de 1760 à 1825*, Ottawa, Direction des lieux et des parcs historiques du Canada, 1980, p. 137.

supplémentaires sur la résidence qui y aurait été construite, de même que sur l'emplacement actuel de ce terrain⁴.

Nous avons également retracé le lieu de fondation du journal *Le Canadien*, important hebdomadaire de Québec qui fut notamment fondé par Pierre Bédard. C'est au 20, rue Ferland à Québec qu'est apposée une plaque disant :

« Ici fut fondé, en 1806, Le Canadien, premier journal français publié à Québec. »

Résidences retracées

➤ Autres résidences

10, rue Saint-Flavien

Québec (Québec) G1R 4J8

2, rue Sainte-Famille

Québec (Québec) G1R 4K8

15 (aujourd'hui...), rue Saint-Joseph

Québec (Québec)

rue Notre-Dame

Trois-Rivières (Québec)



18, Mont-Carmel, Québec

➤ Résidence principale (1800-1812)

18, rue Mont-Carmel

Québec (Québec) G1R 4A4

Complément d'information

Afin de préciser l'emplacement de la maison natale de Pierre Bédard, il pourrait être intéressant de consulter les cadastres de la Ville de Québec concernant le lieu de résidence de Pierre-Stanislas père sur les lots 400, 401 et 402, à Charlesbourg.

⁴ *Ibid.*, p. 153.

Chef du Parti Canadien de 1804 à 1810, Pierre Bédard est certes un personnage méconnu de l'histoire du Québec. Selon nos recherches, sa résidence principale est celle située au 18, rue Mont-Carmel, à Québec. C'est à cet endroit qu'il habite alors qu'il défend les idéaux de son jeune parti, qu'il fonde le journal *Le Canadien* et qu'il est arrêté pour ses activités au sein de ce même journal. Il n'y a pas de commémoration particulière sur la résidence, bien qu'elle soit classée sous le nom de Maison Bédard. Il pourrait être pertinent de souligner qu'il s'agissait de la résidence de Pierre Bédard, de 1800 à 1812.

En 1812, Pierre Bédard est nommé juge à Trois-Rivières. C'est là qu'il passera le reste de sa vie, jusqu'à son décès survenu en 1829. Considérant que nous n'avons pu retracer avec précision la résidence qu'il occupait alors qu'il vivait dans cette ville, nous pouvons difficilement formuler une recommandation quant à une commémoration éventuelle. Toutefois, d'autres recherches pourraient être entreprises afin de préciser le lieu de résidence du juge Bédard à Trois-Rivières.

George-Étienne Cartier⁵ (1814-1873)



Né à Saint-Antoine-sur-Richelieu le 6 septembre 1814, baptisé le même jour dans la paroisse Saint-Antoine-de-Padoue, décédé à Londres le 20 mai 1873, inhumé à Montréal dans le cimetière Notre-Dame-des-Neiges le 13 juin 1873.

Fils de Jacques Cartier et de Marguerite Paradis, époux de Hortense Fabre (paroisse Notre-Dame de Montréal le 16 juin 1846).

Député de Verchères (1848-1861), de Montréal-Est (1861-1871) et de Beauharnois (1871-1873); conseiller exécutif (1855-1862; 1864-1867); secrétaire provincial du Canada (1855-1856); procureur général du Bas-Canada (1856-1862; 1864-1867); premier ministre du Canada-Uni (1857-1858; 1858-1862).

Après ses études au Petit Séminaire de Montréal (1824-1832), il fait l'apprentissage du droit chez Édouard-Étienne Rodier, puis est admis au Barreau en 1835.

Il exerce d'abord sa profession d'avocat à Montréal, et est appelé à occuper le poste de substitut du procureur général. Secrétaire du Comité central et permanent du district de Montréal (nommé en mai 1834), il participe à l'élection de Louis-Joseph Papineau et Robert Nelson. Membre de l'association des Fils de la liberté, il prend part à la bataille de Saint-Denis (novembre 1837), ce qui l'oblige à s'exiler aux États-Unis (Plattsburgh et Burlington), entre mai et octobre 1838. De retour à Montréal, il reprend la pratique du droit et s'implique dans les affaires publiques.

À l'élection partielle du 7 avril 1848, il devient député de Verchères (1848-1861). Par la suite, il est conseiller exécutif et secrétaire provincial du Canada (27 janvier 1855-23 mai 1856) dans le ministère MacNab-Taché, puis conseiller exécutif et procureur général du Bas-Canada (24 mai 1856-25 novembre 1857) dans le ministère Taché-Macdonald. Le 26 novembre 1857, il forme, avec John Alexander Macdonald, un premier ministère au sein duquel il occupe les postes de conseiller exécutif (26 novembre 1857-29 juillet 1858) et procureur général du Bas-Canada (26 novembre 1857-1^{er} août 1858). Il forme ensuite un second ministère (6 août 1858-23 mai 1862) au sein duquel il reprend les mêmes postes. Ces postes, il les occupe encore une fois dans les

⁵ Jean-Charles BONENFANT, « Cartier, sir George-Étienne », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, *op.cit.*, page consultée le 31 mai 2004; Bibliothèque de l'Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 139-140; Henry Bruce Macleod BEST, *George-Étienne Cartier*, Université Laval, Thèse de doctorat, 1969, 2 volumes.

ministères Taché Macdonald (30 mars 1864-6 août 1865) et Belleau-Macdonald (7 août 1865-1^{er} juillet 1867). Entre temps, il avait été élu député de Montréal-Est (1861-1871).

Il est nommé conseiller de la reine (1854), membre du Conseil privé (1^{er} juillet 1867), et baronnet du Royaume-Uni (avril 1868). Il est ministre de la Milice et de la Défense dans le cabinet Macdonald (1^{er} juillet 1867-20 mai 1873). Il s'occupe également des dossiers portant sur la création du Manitoba (1870) et de la Colombie-Britannique (1871), en plus de participer à la mise en chantier du chemin de fer canadien du Pacifique (1872). À l'automne 1872, il se retire à Londres pour raisons de santé : c'est là qu'il décède, dans son appartement, le 20 mai 1873.

Les résidences de George-Étienne Cartier⁶



458-460, Notre-Dame, Montréal

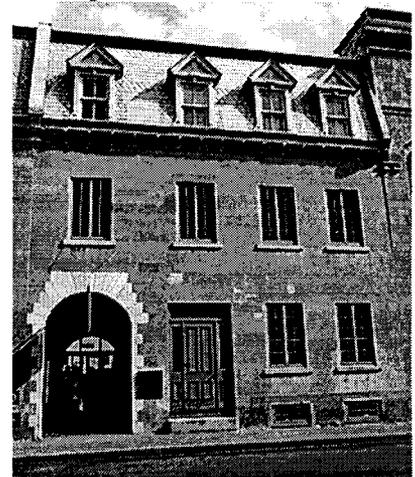
George-Étienne Cartier est né à Saint-Antoine-sur-Richelieu, dans la maison paternelle dite « maison aux sept cheminées ». Construite en 1776 par Jacques Cartier, arrière-grand-père de George-Étienne, cette maison de pierre comportait un étage et demi, quatre portes d'entrée et pas moins de douze chambres situées à l'étage. Autrefois sise sur le lot 24 Partie, sur un terrain de 270 mètres carrés, la maison a malheureusement été démolie. La Commission des monuments historiques, ayant retrouvé les vestiges de l'ancien puit des Cartier et des fondations de la résidence, y a érigé un monument le 23 octobre 1967.

⁶ Jean-Marie LEBEL, *Les lieux de résidence et d'inhumation des premiers-ministres du Canada-Uni et du Québec à Québec*, Québec, Commission de la capitale nationale, 1999, p. 8-9; Parcs Canada, *Parc historique national Sir George-Étienne Cartier : Plan de gestion*, 1985, 38 p.; Guy PINARD, *Montréal : Son histoire, son architecture*, Montréal, Les Éditions La Presse, 1987, p. 15-18; Rodolphe FOURNIER, *Lieux et monuments historiques de l'île de Montréal*, Saint-Jean, Les Éditions du Richelieu, 1974, p. 178; Rodolphe FOURNIER, *Lieux et monuments historiques du sud de Montréal*, Saint-Jean, Les Éditions du Richelieu, 1970, p. 81, 133; *Hunter, Rose & Co.'s City of Ottawa Directory*, Ottawa, Hunter, Rose & Co., 1870; *Lovell's province of Ontario Directory*, Montréal, J. Lovell, 1871; *Lovell's Province of Quebec Directory*, Montréal, J. Lovell, 1871; *Lovell's Canadian Dominion Directory*, Montréal, J. Lovell, 1871; *The Canada Directory*, Montréal, J. Lovell, 1858; *Montreal's Directory*, Montréal, J. Lovell, 1872, 1873, 1874; *The Montreal Directory*, Montréal, Lovell & Gibson/R.W.S. Mackay, 1844, 1845; *The Montreal Directory*, Montréal, s.n., 1852; *The Montreal Directory*, Montréal, R.W.S. MacKay, 1854; *Mackay's Montreal Directory*, Montréal, J. Lovell, 1864, 1865, 1866, 1867; *Montreal Directory*, Montréal, J. Lovell, 1869, 1870, 1875; <http://www.cgq-qgc.ca/tous/geotour/websites.htm#site1>; http://www.vieux.montreal.qc.ca/inventaire/fiches/fiche_bat.php?id=0041-70-3025-01&mat=0041-70-3025&per=3 ; http://www.vieux.montreal.qc.ca/inventaire/fiches/fiche_bat.php?id=0041-70-3025-02&mat=0041-70-3025&per=3 .

La résidence principale de George-Étienne Cartier se trouve à Montréal et est constituée de deux maisons construites en mitoyenneté couvrant les numéros 456, 458 et 460 de la rue Notre-Dame Est. Construit en 1837 pour Arthur Ross, le bâtiment original comporte deux maisons séparées par un passage cocher mitoyen. Fait de pierre et arborant une façade en pierre de taille, le bâtiment s'élève sur un étage et demi et présente un toit à pignon et des lucarnes.

Les deux maisons deviennent la propriété de Cartier en deux temps. Tout d'abord, il achète d'Arthur Ross la maison « est⁷ » en février 1848. C'est dans cette maison qu'habite la famille Cartier de 1848 à 1855. Cette année-là, Cartier quitte sa demeure car le Parlement siège à Québec. Il loue alors la maison « est » à Henry O. Andrew, un avocat montréalais. La famille Cartier demeure donc propriétaire de la résidence, mais elle n'y vit plus, celle-ci étant louée jusqu'en 1870. La succession Cartier en demeure propriétaire jusqu'en 1951⁸. Ce n'est qu'en 1862, à son retour de Québec, que Cartier achète de M^e John Bleakley (propriétaire depuis 1838) la maison voisine de celle qu'il possède déjà. Appelée maison « ouest », cette résidence nouvellement acquise abrite la famille Cartier de 1862 à 1871. Possédant un cachet plus distingué que sa voisine, la maison « ouest » n'en demeure pas moins semblable à la précédente demeure des Cartier. En 1893, plus de vingt ans après la mort de Cartier, les deux résidences seront jointes par une nouvelle toiture, celle-ci faisant partie d'un vaste projet de rénovation des deux résidences ayant alors une vocation hôtelière⁹.

En 1872, Cartier rejoint sa famille qui séjourne en Angleterre depuis décembre 1871. Il emménage dans un appartement londonien, louant sa résidence de Montréal au docteur A.-G.-A. Ricard qui y demeure jusqu'en 1893, année de la transformation des deux bâtiments appartenant à la succession Cartier en hôtel. C'est en 1964 que la Commission des lieux et monuments historiques du Canada reconnaissait à cet ensemble de bâtiments le statut de bien historique national. En juin 1973, Parcs Canada faisait l'acquisition de la résidence de Cartier, alors inhabitée, pour effectuer une restauration complète et transformer l'endroit en un lieu de commémoration de la vie de l'homme politique, mais également de l'époque victorienne. Le lieu historique national



456-458, Notre-Dame, Montréal

⁷ La maison « est » est celle du 458-460, Notre-Dame Est, alors que la maison « ouest » est au 456-458.

⁸ Cette année-là, la succession Cartier vend les deux résidences à Omer Lavoie, un particulier qui entend transformer les bâtiments en hospice. Il en demeure propriétaire jusqu'en 1973.

⁹ Les résidences de Cartier ont, entre autres, abrité le *Grand Pacific Hotel*, (1884-1901); l'hôtel *Dalhousie* (1901-1939) et l'hôtel *Royal* (à partir de 1939) avant d'être transformées en maison de pension.

de la maison Sir-George-Étienne-Cartier ouvrait ses portes au public en 1985, offrant depuis lors aux visiteurs de nombreuses activités allant des expositions aux reconstitutions théâtrales.

En 1860, lorsque le Parlement s'établit à Québec, Cartier, alors chef du gouvernement, s'installe au 31, rue Saint-Louis. Il y demeure jusqu'en 1862. Érigée en 1832 suivant les plans de Thomas Baillargé, cette résidence avait à l'origine été construite pour le député et avocat Jean Duval, à partir de calcaire provenant de la Formation de Neuville (Beauport). L'adoption de nouveaux numéros civiques en 1876 vient changer l'adresse actuelle de cette résidence, qui est depuis lors le 51, rue Saint-Louis. Toujours en place, le bâtiment abrite aujourd'hui le restaurant *La petite Italie*.

À Montréal, George-Étienne Cartier est également propriétaire d'une maison de campagne située à l'époque dans le village d'Hochelaga (aujourd'hui le quartier Hochelaga-Maisonneuve). Faisant un petit clin d'œil à l'histoire, il nomme cette résidence *Limoilou*, en l'honneur du nom du manoir familial que possédait Jacques Cartier, découvreur du Canada. Homonyme du père de George-Étienne, le navigateur malouin n'a toutefois aucun lien de parenté avec le père de la Confédération canadienne. Nous ne sommes pas parvenus à situer avec précision l'emplacement de *Limoilou*¹⁰.

Un annuaire de la ville d'Ottawa, pour l'année 1870-1871, précise que Monsieur Cartier demeure sur la rue Metclafe, au coin de la rue Maria, à Ottawa, alors que son bureau se trouve sur la rue Wellington, toujours à Ottawa. Nous supposons qu'il s'agit là d'une résidence temporaire lorsqu'il siège à Ottawa. À Montréal, le bureau de George-Étienne Cartier est situé au 437, rue Saint-Vincent, dans l'ensemble de maisons que l'on nomme aujourd'hui Maison Beaudoin¹¹. Il partage l'occupation des lieux avec d'autres avocats connus, notamment Antoine-Aimé Dorion¹².

¹⁰ Selon Monsieur Yvan Fortier, historien de Parcs Canada ayant travaillé de nombreuses années sur le dossier de la maison Cartier à Montréal, il existe très peu de documentation concernant cette résidence secondaire que possédait Monsieur Cartier. Les recherches sont donc plus ardues à ce niveau. Toutefois, bien qu'il semble avoir été propriétaire de cette maison de campagne pendant de nombreuses années (sa veuve s'y étant d'ailleurs installée suite au décès de son époux), il ne fait aucun doute que la résidence de la rue Notre-Dame constitue sa demeure principale.

¹¹ Commission des biens culturels du Québec, *Les chemins de la mémoire : Monuments et sites historiques du Québec*, Tome II, Québec, Les Publications du Québec, 1989, p. 41;
http://www.vieux.montreal.qc.ca/inventaire/fiches/fiche_bat.php?id=0040-56-8210-02&mat=0040-56-8210

¹² Voir à la page 15 du présent document.

Résidences retracées

- Maison natale
Lot 24 Partie (municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu)
Saint-Antoine-sur-Richelieu (Québec)

- Résidence principale (1848-1855 et 1862-1871)
Maison Sir-George-Étienne-Cartier
458, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C8

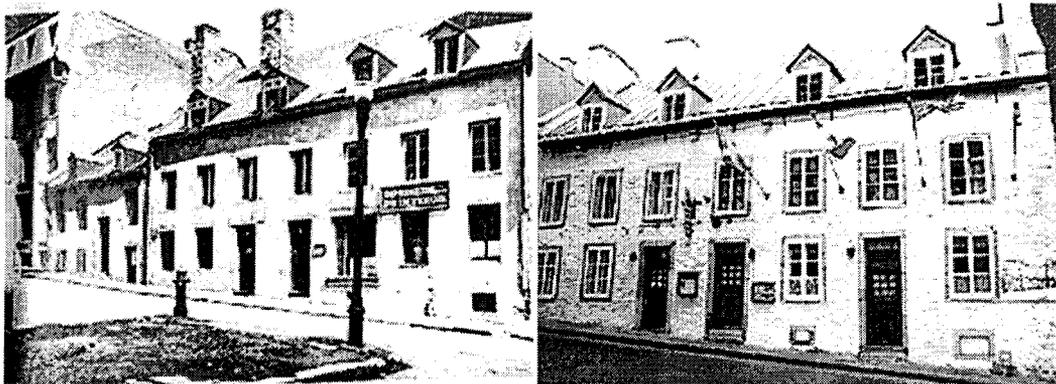
- Autres résidences
Limoilou
Hochelaga (aujourd'hui Montréal, quartier Hochelaga-Maisonneuve) (Québec)

51 (avant, 31), rue Saint-Louis
Québec (Québec) G1R 3Z2

Bureau
427-429, rue Saint-Vincent
Montréal (Québec) H2Y 3A6



51, Saint-Louis, Québec



Bureau au 427-429, Saint-Vincent, Montréal (19^e siècle et aujourd'hui)

Complément d'information

La présentation de George-Étienne Cartier n'est plus à faire. Homme politique important, chef de gouvernement et avocat influent, M. Cartier a marqué son époque et de nombreuses recherches ont été faites à son sujet. La résidence principale de George-Étienne Cartier est celle sise au 456-460, rue Notre-Dame, à Montréal. Aujourd'hui connue sous le nom de Maison Sir-George-Étienne-Cartier, la résidence est la propriété de Parcs Canada qui y tient une exposition permanente sur la vie du personnage, mais également sur l'élite montréalaise de la seconde moitié du 19^e siècle, reflet de l'époque victorienne au Canada. Nous ne pouvons donc pas faire de recommandation particulière en ce qui concerne la maison Cartier, si ce n'est favoriser la diffusion des informations dont nous disposons à ce sujet et inciter le public à visiter les lieux.

En ce qui concerne l'emplacement de la maison natale de M. Cartier, il pourrait être intéressant de communiquer avec la SHEC de Saint-Antoine-sur-Richelieu, car ils possèdent probablement des documents pouvant apporter un éclairage nouveau aux recherches menées jusqu'à présent. Pour ce qui est de la résidence *Limoilou*, les cartes anciennes de la Ville de Montréal, notamment celles réalisées par les compagnies d'assurances, pourraient éventuellement permettre de préciser l'emplacement de la villa de campagne de la famille Cartier.

Joseph-Édouard Cauchon¹³ (1816-1885)



Né à Québec le 31 décembre 1816, baptisé le même jour dans la paroisse Notre-Dame de Québec, décédé à Qu'Apelle (Saskatchewan) le 23 février 1885, inhumé à Québec en février ou mars 1885.

Fils de Joseph-Ange Cauchon et de Marguerite Valée, époux de Julie Lemieux (paroisse Saint-Roch de Québec, le 10 juillet 1844), de Maria Louisa Nolan (paroisse Saint-Colomb (Aujourd'hui Saint-Michel), Sillery, le 26 novembre 1866) et d'Emma Lemoine (Chicago, le 1^{er} février 1880).

Député de Montmorency (1844-1874) et au fédéral de Montmorency (1867) et Québec-Centre (1872-1877); conseiller exécutif (1855-1857; 1861-1862); commissaire des Terres de la couronne (1855-1857); commissaire des Travaux publics (1861-1862); maire de Québec (1866-1868); sénateur et président du sénat (1867-1872); ministre du Revenu de l'intérieur (1877); lieutenant-gouverneur du Manitoba (1877-1882).

Il étudie d'abord au Petit Séminaire de Québec (1830-1839), puis fait l'apprentissage du droit chez James George Baird (Québec). Admis au Barreau en 1843, il ne pratiquera jamais la profession d'avocat. Impliqué en journalisme, il est notamment rédacteur en chef du *Canadien* (1841-1842), cofondateur (1842) et propriétaire (1842-1862) du *Journal de Québec*, au sein duquel il occupe également le poste de rédacteur en chef (1842-1875, sauf 1855-1857 et 1861).

En 1844, il entre en politique en tant que député de Montmorency circonscription qu'il représente jusqu'au 21 janvier 1874, en vertu de l'abolition du double mandat. Il occupe les postes de conseiller exécutif et de commissaire des Terres de la couronne dans les ministères MacNab-Taché (27 janvier 1855-23 mai 1856) et Taché-Macdonald (du 24 mai 1856 jusqu'à sa démission le 30 avril 1857). Dans le ministère Cartier-Macdonald, il occupe les postes de conseiller exécutif et commissaire des Travaux publics (13 juin 1861-23 mai 1862). Du côté de la politique municipale, il est maire de la ville de Québec du 12 janvier 1866 au 10 janvier 1868.

¹³ Andrée DÉSILETS, « Cauchon, Joseph-Édouard », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, op. cit., page consultée le 31 mai 2004; Bibliothèque de l'Assemblée nationale, op. cit., p. 145-146; Louis-Marie CÔTÉ, *Les maires de la vieille capitale*, Québec, Société historique de Québec, 1980, p. 30-31; ANQ-Q, État civil, Catholiques, Notre-Dame-de-Québec, 31 décembre 1816; ANQ-Q, État civil, Catholiques, Saint-Roch-de-Québec, 10 juillet 1844.

Le 2 novembre 1867, il est nommé au sénat pour la division de Stadacona. Il y occupe d'ailleurs la présidence (5 novembre 1867-30 juin 1872). Toutefois, il n'apprécie pas le côté trop paisible de sa fonction de sénateur, ce qui l'amène à démissionner le 30 juin 1872. À la Chambre des communes, il représente les circonscriptions de Montmorency (20 septembre au 14 novembre 1867) et de Québec-Centre (1872-1877). Nommé au Conseil privé (7 décembre 1875), il y exerce dès lors la présidence jusqu'au 7 juin 1877. Dans le cabinet Mackenzie, il est ministre du Revenu de l'intérieur (8 juin au 7 octobre 1877). Lieutenant-gouverneur du Manitoba (4 octobre 1877), il est en poste du 2 décembre 1877 au 1^{er} décembre 1882. Ruiné par le krach de 1882, il décède le 23 février 1885, alors qu'il réside chez son fils Joseph à Whitewood, dans la vallée de la Qu'Appelle (Saskatchewan).

Les résidences de Joseph-Édouard Cauchon¹⁴

Joseph-Édouard Cauchon est né en 1816 dans le quartier Saint-Roch à Québec. Lors du mariage de ses parents en 1814, son père, Joseph-Ange Cauchon (parfois écrit Cochon) déclare vivre dans le faubourg Saint-Roch, à Québec. En 1818, au moment du recensement de la ville de Québec réalisé par le curé Joseph Signay, Joseph-Édouard a un an et demi, et il vit dans la maison de son père sur la rue Saint-François, dans le quartier Saint-Roch. Il est donc possible qu'il s'agisse là de sa maison natale.

En 1844, lors de son mariage avec Julie Lemieux, il déclare vivre à Québec. Les données recueillies dans les différents annuaires de la ville de Québec le situent au 87, rue Saint-Jean (1847-1848), puis sur la rue Saint-Vallier (au numéro 187, 1848-1849), toujours sur la rue Saint-Vallier (1850-1851), puis au 50, de la même rue (1852-1853), et encore sur la rue Saint-Vallier en 1854.

¹⁴ *Cherrier & Kirwin's Quebec and Levis Directory for 1862-63, for 1872-1873*, Montréal, Cherrier & Kirwin, 1863, 1873; *Hunter, Rose & Co.'s City of Ottawa Directory*, Ottawa, Hunter, Rose & Co., 1870; *Lovell's province of Ontario Directory*, Montréal, J. Lovell, 1871; *Lovell's Province of Quebec Directory*, Montréal, J. Lovell, 1871; *Lovell's Canadian Dominion Directory*, Montréal, J. Lovell, 1871; *Henderson's Directory of the City of Winnipeg and Incorporated Towns of Manitoba*, Winnipeg, J. Anderson, 1880; *The Canada Directory*, Montréal, J. Lovell, 1858; *The Quebec Directory, and City and Commercial Register*, Montréal, s.n., 1847; *Mackay's Quebec Directory*, Québec, R.W.S. Mackay, 1848; *Quebec Business Directory*, Québec, s.n., 1854; *McLaughlin's Quebec Directory*, Québec, S. McLaughlin, 1855, 1857; *Cherrier's Quebec Directory*, Québec, A.B. Cherrier, 1874; *Cherrier's Directory for Quebec and Levis*, Québec, M.L.A.J. Cherrier, 1875; *Irwin & Co.'s Directory of the City of Quebec...*, s.l., W.H. Irwin, 1876; *Bennett's Quebec Directory*, Québec, E.C. Bennett, 1877; <http://www.lg.gov.mb.ca/house/early/index.html>; ANQ-Q, Actes notariés, Greffe de Louis Panet, 9 juillet 1844; ANQ-Q, Actes notariés, Greffe de Philippe Huot, 24 novembre 1866; ANQ-Q, Actes notariés, Greffe de Roger Lelièvre, 11 avril 1814.

En 1855, il se porte acquéreur d'une imposante demeure de pierre, au 63 rue D'Auteuil à Québec (selon l'ancienne numérotation, il s'agissait à l'époque du 17, rue D'Auteuil). Cette résidence « [...] a quelque chose du palais et du musée. D'une architecture somptueuse, elle renferme, dans des chambres réservées à cet effet, les nombreuses œuvres d'art que Cauchon a rapportée de ses fréquents voyages en Europe. ¹⁵» Il semble que M. Cauchon y ait vécu jusqu'en 1877, alors qu'il a été nommé lieutenant-gouverneur du Manitoba. En effet, les annuaires que nous avons consultés pour la période de 1855 à 1877 le déclarent vivant à cet endroit. De plus, des annuaires d'Ottawa disent que, bien que président du Sénat canadien, M. Cauchon a sa résidence à Québec (1870-1871).

Alors qu'il est lieutenant-gouverneur du Manitoba, soit de 1877 à 1882, il vit à *Upper Fort Garry*, où se trouve également son bureau. Cette résidence, appelée le Palais du gouvernement, était à l'origine celle du gouverneur de la Terre de Rupert, et était propriété de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Elle devient associée à la fonction de lieutenant-gouverneur en 1872, et elle le demeure jusqu'en 1883, alors que la résidence actuelle, au 10, rue Kennedy, est complétée.

Lorsqu'il décède, il vit chez son fils Joseph, sur un « homestead », *Whitehood*, dans la vallée de la Qu'Appelle, où il s'était retiré pour raison de santé à la fin de son mandat de lieutenant-gouverneur du Manitoba en 1882.

Résidences retracées

- Maison natale (?)
?, rue Saint-François
Québec (Québec) G1K ???
- Autres résidences (?-1855)
87, rue Saint-Jean
Québec (Québec) G1R 1N4
- 187, rue Saint-Vallier
Québec (Québec) G1K 3P2



63, D'Auteuil, Québec

¹⁵ Andrée DÉSILETS, « Cauchon, Joseph-Édouard », *loc. cit.*

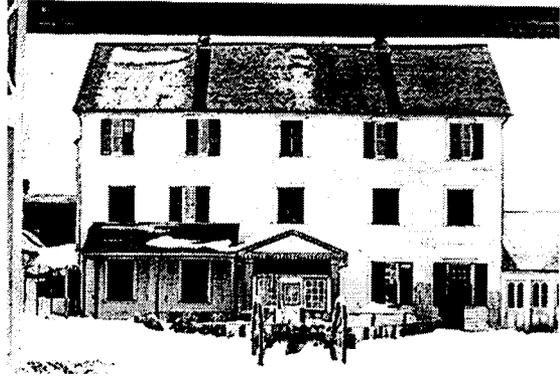
50, rue Saint-Vallier
Québec (Québec) G1K 3N8

➤ Résidence principale (1855-1877)

63, rue D'Auteuil
Québec (Québec) G1R 4C2

➤ Résidence au Manitoba (1877-1882)

Maison du gouvernement
Upper Fort Garry
Winnipeg (Manitoba)



Upper Fort Garry, Winnipeg (1880)

Complément d'information

Personnage haut en couleur au dire de ses contemporains, Joseph-Édouard Cauchon est avant tout un homme de Québec. Alors qu'il est président du Sénat à Ottawa, sa résidence principale est toujours à Québec, au 61, rue D'Auteuil. Il habite cette résidence de 1855 à 1877, année où il est nommé lieutenant-gouverneur du Manitoba. Il doit alors quitter définitivement la vieille capitale pour s'installer à Upper Fort Garry, Winnipeg, résidence du lieutenant-gouverneur à l'époque. Nous pouvons suggérer une commémoration éventuelle de la résidence de la rue D'Auteuil, considérant que c'est cette résidence qui illustre le mieux la vie menée par le personnage qui l'habita pendant plus de vingt ans.

Antoine-Aimé Dorion¹⁶ (1818-1891)



Né à Sainte-Anne-de-la-Pérade le 17 janvier 1818, baptisé dans la paroisse du même nom le 19 janvier 1818, décédé à Montréal le 31 mai 1891, inhumé dans le cimetière Notre-Dame-des-Neiges le 3 juin 1891.

Fils de Pierre-Antoine Dorion et de Geneviève Bureau, époux de Marie-Anne Iphigénie Trestler (paroisse Notre-Dame de Montréal le 12 août 1848).

Député de Montréal (1854-1861), et au fédéral de Hochelaga (1862-1872) et Napierville (1872-1874); chef du parti libéral-démocrate (1854-); premier ministre du Canada-Uni (1858; 1863-1864); conseiller exécutif (1858; 1862-1864); commissaire des Terres de la couronne (1858); secrétaire de la province du Canada (1862-1863); procureur général du Bas-Canada (1863-1864); ministre de la Justice (1873-1874); procureur général du Canada (1873-1874); juge en chef de la Cour du banc de la reine (1874-1891).

Après ses études au Séminaire de Nicolet (1830-1837) et son apprentissage du droit à Montréal auprès de Côme-Séraphin Cherrier (1838-1842), il est admis au Barreau (6 janvier 1842). Il débute sa carrière en tant qu'associé de Cherrier. Il sera bâtonnier du barreau de Montréal (1852-1853; 1861-1862; 1873-1875) et bâtonnier général de la province de Québec (1873-1874).

Sa carrière politique occupe une large part de sa vie. En 1854, il est élu député de Montréal. À ce moment, il devient chef du parti libéral-démocrate. Le 2 août 1858, il forme un ministère avec George Brown où il occupe les postes de conseiller exécutif (jusqu'au 4 août 1858) et commissaire des Terres de la couronne (jusqu'au 5 août 1858). En 1861, il perd son siège à Montréal au profit de George-Étienne Cartier. Le 24 mai 1862, il devient membre du ministère Macdonald-Sicotte en tant que conseiller exécutif et secrétaire de la province du Canada, et ce jusqu'à sa démission le 27 janvier 1863. Élu dans Hochelaga (20 juin 1862), il constitue un ministère avec John Sandfield Macdonald au sein duquel il occupe les postes de conseiller exécutif et procureur général du Bas-Canada (16 mai 1863-29 mars 1864). Le 8 juillet 1872, il est défait dans Hochelaga, mais il est élu dans Napierville le 4 septembre de la même année. Il

¹⁶ Jean-Claude SOULARD, « Dorion, sir Antoine-Aimé », Dictionnaire biographique du Canada en ligne, *op. cit.*, page consultée le 31 mai 2004; Bibliothèque de l'Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 231; Gérard PARIZEAU, *La seigneurie de Vaudreuil et ses notables au début du XIX^e siècle*, Montréal, Fides, 1984, p. 204-216; ANQ-M, État civil, Catholiques, Notre-Dame-de-Montréal, 12 août 1848.

fait alors partie du cabinet Mackenzie en tant que ministre de la Justice et procureur général (7 novembre 1873-31 mai 1874).

Il quitte sa fonction de député le 1^{er} juin 1874, alors qu'il est nommé juge en chef de la Cour du banc de la reine de la province de Québec, poste qu'il occupe jusqu'à son décès, le 31 mai 1891. Il aura également occupé le poste d'administrateur de la province (8 novembre-15 décembre 1876), en plus d'avoir été nommé conseiller de la reine (1863), membre du Conseil privé (7 novembre 1873) et fait chevalier (4 octobre 1877).

Les résidences d'Antoine-Aimé Dorion¹⁷

Antoine-Aimé Dorion naît en 1818, dans la maison paternelle de Sainte-Anne-de-la-Pérade, une grande maison de pierre lambrissée de bois, sise au 293, rue Sainte-Anne¹⁸. On peut supposer qu'il y demeure jusqu'en 1830, alors qu'il va étudier au Séminaire de Nicolet, où il était probablement pensionnaire (1830-1837).

Avant son mariage, il aurait vécu à Montréal, puisque c'est là qu'il fait son apprentissage du droit (1838-1842). Il semble qu'il ait toujours vécu dans cette ville, et ce même après son mariage. Toutefois, il n'a pas demeuré au même endroit pendant de nombreuses années, ce qui explique que nous avons découvert plusieurs adresses où il a vécu à Montréal¹⁹.

La seule forme de permanence que nous avons pu découvrir en ce qui concerne monsieur Dorion, c'est l'emplacement de son bureau, qui semble avoir pratiquement toujours été sur la rue Saint-Vincent. C'est dans le regroupement formant aujourd'hui la maison Beaudoin que se trouvaient les bureaux de l'étude de monsieur Dorion, aux numéros 427-437, rue Saint-Vincent,

¹⁷ *Mitchell & Co.'s Canada Classified Directory for 1865*, Toronto, Mitchell & Co., 1865; *Lovell's Province of Quebec Directory*, Montréal, J. Lovell, 1871; *Lovell's Canadian Dominion Directory*, Montréal, J. Lovell, 1871; *The Canada Directory*, Montréal, J. Lovell, 1858; *Lovell's Montreal Directory*, Montréal, Lovell, 1876, 1877, 1879, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891; *Lovell's Classified Business Directory*, Montréal, Lovell, 1878; *Montreal Directory*, Montréal, J. Lovell, 1872, 1873, 1874; *The Montreal Directory*, Montréal, Lovell & Gibson/R.W.S. Mackay, 1844, 1845; *The Montreal Directory*, Montréal, s.n., 1852; *Mackay's Montreal Directory*, Montréal, s.n., 1862; *Mackay's Montreal Directory*, Montréal, J. Lovell, 1864, 1865, 1866, 1867; *Montreal Directory*, Montréal, J. Lovell, 1869, 1870, 1875

¹⁸ Rodolphe FOURNIER, *Lieux et monuments historiques de Trois-Rivières et environs*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1978, p. 105 et 118.

¹⁹ Pour le détails des adresses, voir la section *Résidences retracées*, p. 16.

à Montréal²⁰. Construit à la fin du 18^e siècle, ce regroupement comporte quatre maisons de pierre blanchie à la chaux.

À partir de 1875, Antoine-Aimé Dorion demeure au 336, rue Sherbrooke. C'est d'ailleurs là qu'il décède, en 1891. La maison appartient alors à son gendre et ancien associé, Christophe-Alphonse Geoffrion.

Résidences retracées

➤ Maison natale

293, rue Sainte-Anne
Sainte-Anne-de-la-Pérade (Québec)
G0X 2J0

➤ Résidences à Montréal

coin Saint-Louis et Sanguinet (1843-1844)

22, rue Saint-Vincent (1844-1845)

rue de La Gauchetière (près de Saint-André) (1852)

227, rue de La Gauchetière (1857-1858)

7, Cornwall Terrace (1861-1862)
(aujourd'hui rue Saint-Denis, entre de La Gauchetière et René-Lévesque)

1, Canadian Terrace, avenue du collège McGill (1863-1864)

1, Cambridge Terrace, 73, avenue du collège McGill (1864-1867)
(aujourd'hui entre Cathcart et Sherbrooke)

121, Champs-de-Mars (1868-1870)
(aujourd'hui environ entre Gosford et Bonsecours)

²⁰ C'est également à cet endroit que se trouvaient les bureaux de l'étude de George-Étienne Cartier. Voir Commission des biens culturels du Québec, *op. cit.*, Tome II, p. 41 ainsi que http://www.vieux.montreal.qc.ca/inventaire/fiches/fiche_bat.php?id=0040-56-8210-02&mat=0040-56-8210

177, rue Saint-Denis (Émery) (1871-1874)

84, rue Saint-Denis (Sainte-Julie) (1874-1875)
(aujourd'hui la rue Christin)

336, rue Sherbrooke (1875-1891)
(entre Saint-André et Thimothé)

➤ Autres résidences (?)

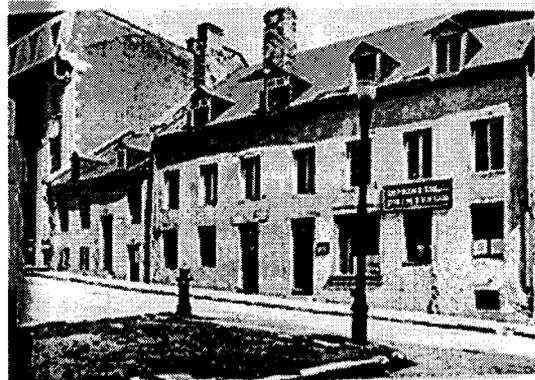
20, rue Saint-Vincent
Montréal (Québec)

12, rue Côté
(aujourd'hui disparue en partie)
Montréal (Québec)

au 204 et 207 rue de La Gauchetière
Montréal (Québec)

➤ Bureau

427-429, rue Saint-Vincent
Montréal (Québec) H2Y 3A6



427-429, Saint-Vincent, Montréal (19^e siècle)

Complément d'information

En ce qui concerne les lieux de résidence, le cas d'Antoine-Aimé Dorion est particulier. S'il est vrai que M. Dorion a pratiquement vécu toute sa vie adulte à Montréal, il n'en demeure pas moins qu'il changeait souvent de lieu de résidence. Outre sa maison natale à Sainte-Anne-de-la-Pérade, nous lui avons découvert à ce jour plus d'une douzaine d'adresses différentes dans la métropole. La résidence qui nous semble être la plus significative est celle du 336, rue Sherbrooke, où il réside à partir du milieu des années 1870 jusqu'à son décès en 1891. La résidence demeure alors dans la famille puisqu'elle appartient, au moment du décès de M. Dorion, à son gendre, Christophe-Alphonse Geoffrion.

Nous avons toutefois pu isoler une permanence dans la vie d'Antoine-Aimé Dorion et elle concerne l'emplacement de son étude d'avocat. En effet, il semble que son cabinet se soit trouvé

au 427-429, rue Saint-Vincent, à Montréal, et ce du début des années 1850 jusqu'à son retrait de la vie active, à la fin des années 1880. L'immeuble ayant abrité les bureaux d'Antoine-Aimé Dorion existe toujours et est aujourd'hui connu sous le nom de Maison Beaudoin. C'est également à cet endroit que se trouvaient, à la même période, les bureaux de l'étude d'avocat de George-Étienne Cartier, autre figure importante dans l'arène politique de l'époque. Nous pouvons donc souhaiter qu'une commémoration rappelle que ces deux avocats montréalais, doublés de politiciens impliqués dans l'histoire du Québec et du Canada, se côtoyaient régulièrement dans leurs bureaux de la rue Saint-Vincent.

Louis-Hippolyte La Fontaine²¹ (1807-1864)



Né à Boucherville le 4 octobre 1807, baptisé le même jour dans la paroisse Sainte-Famille, décédé à Montréal le 26 février 1864, inhumé dans le cimetière Notre-Dame-des-Neiges le 29 février 1864.

Fils d'Antoine Ménard, dit La Fontaine et de Marie-Josephte Fontaine dite Bienvenue, époux d'Adèle Berthelot (paroisse Notre-Dame de Québec le 9 juillet 1831) puis de Julie-Élizabeth-Geneviève dite Jane Morrison (paroisse Notre-Dame-de-Grâce de Montréal le 30 janvier 1861).

Député de Terrebonne (1830-1838; 1844-1848), de York, Haut-Canada (1841-1843) et de Montréal (1848-1851); membre du Conseil exécutif (1842-1843; 1848-1851; procureur général du Bas-Canada (1842-1843; 1848-1851); premier ministre du Canada-Uni (1842-1843; 1848-1851); chef de l'opposition (1843-1847); juge en chef de la Cour du banc de la reine (1853-1864).

Il débute ses études au Petit Séminaire de Montréal (1820-1824). Après les belles-lettres, il effectue un stage de clerc en droit à Montréal, pour finalement être admis au Barreau (1828 ou 1829). Il entame sa carrière politique en 1830 en tant que député de Terrebonne. Appuyant d'abord le parti de Louis-Joseph Papineau, il prend ensuite ses distances et opte pour le compromis. Le 27 mars 1838, il perd son mandat de député car la constitution est suspendue. En association avec Lewis Thomas Drummond, il se porte acquéreur d'un ensemble de maisons et magasins au coin des rues Saint-Jacques et Saint-Lambert à Montréal.

Élu dans York, au Haut-Canada, le 21 septembre 1841, il est appelé à former un ministère avec Robert Baldwin. Il devient ainsi membre du Conseil exécutif (16 septembre 1842-27 novembre 1843) ainsi que procureur général du Bas-Canada et chef du gouvernement (16 ou 19 septembre 1842-27 novembre ou 11 décembre 1843). Suite à d'importantes divergences d'opinion avec le nouveau gouverneur Charles Theophilus Metcalfe, il démissionne de son poste à la fin de 1843.

²¹ Bibliographie : Jacques MONET, « La Fontaine (Ménard, dit La Fontaine), sir Louis-Hippolyte », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, *op. cit.*, page consultée le 31 mai 2004; Bibliothèque de l'Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 415.

Dès lors, il agit comme chef de l'opposition (1843-1847), alors qu'il est encore une fois élu député de Terrebonne (1844). Soutenant le concept de gouvernement responsable et se faisant le grand défenseur du français au sein du gouvernement canadien, il est réélu dans Terrebonne et dans la cité de Montréal (1848). Appelé encore une fois à former un ministère avec Baldwin, il est de nouveau membre du Conseil exécutif et procureur général du Bas-Canada (10 ou 11 mars 1848-27 octobre 1851). Le 27 octobre 1851, il démissionne de son poste de chef du gouvernement.

Retournant pratiquer le droit à Montréal, il est nommé juge en chef de la Cour du banc de la reine (13 août 1853) et président du tribunal en matière seigneuriale (1855). Entre-temps, il avait reçu le titre de baronnet (1854) et celui de chevalier commandeur de l'ordre pontifical de Saint-Sylvestre (1855). Il meurt en fonction, à Montréal, le 26 février 1864.

Les résidences de Louis-Hippolyte La Fontaine²²

La Fontaine est né dans la maison paternelle à Boucherville en 1807. La maison natale, faite de bois, se trouvait presque à l'angle des rues Notre-Dame et Saint-Pierre (aujourd'hui rue Louis-Hippolyte-Lafontaine). Toutefois, un incendie survenu en 1843 a complètement ravagé la maison. C'est dans cette maison que le jeune Louis-Hippolyte vécut, jusqu'au décès de son père en 1813. Cette même année, sa mère se remarie avec leur voisin, Joseph Truillier dit Lacombe, et toute la famille déménage dans la maison de pierre, connue aujourd'hui sous le nom de Maison Louis-Hippolyte-La Fontaine.

Cette maison, construite en 1766 par François Lacombe, a longtemps été considérée à tort comme étant la maison natale de La Fontaine. Toutefois, celui-ci n'y aurait vécu que de 1813 à 1822. À l'origine, cette résidence se trouvait à l'angle des rues Notre-Dame et Saint-Pierre (aujourd'hui rue Louis-Hippolyte-Lafontaine), dans la cour actuelle du couvent et du

²² *The Canada Directory*, Montréal, J. Lovell, 1858; *The Montreal Directory*, Montréal, Lovell & Gibson/R.W.S. Mackay, 1845; *The Montreal Directory*, Montréal, s.n., 1852; *The Montreal Directory*, Montréal, R.W.S. MacKay, 1854; *Mackay's Montreal Directory*, Montréal, s.n., 1862; *Mackay's Montreal Directory*, Montréal, J. Lovell, 1864, 1865; Pierre BUREAU, *et. al.*, *Boucherville: Répertoire d'architecture traditionnelle*, Québec, Direction générale du patrimoine, 1979, p. 72-73; ANQ-Q, Inventaires après décès, notaire Joseph-Pierre Gauthier, 22 novembre 1813; ANQ-Q, Inventaires après décès, notaire Louis Lacoste, 10 avril 1824; ANQ-Q, Actes notariés, notaire Charles-Denis Planté, 7 juillet 1831; Guy PINARD, *Montréal: Son histoire, son architecture*, Tome 2, Montréal, Les Éditions La Presse, 1988, p. 79-84; Commission des biens culturels du Québec, *op. cit.*, Tome II, p. 229-230; Rodolphe FOURNIER, *op. cit.*, 1970, p. 56 et 126.
http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca/inventaire/fiche_bat.php?civique=&voie=0&est_ouest=&appellation=lafontaine&arrondissement=0&protection=0&lignes=25&type_requete=simple&id_bat=9939-02-5521-01&debut=0&

stationnement de l'école Marguerite-Bourgeoys à Boucherville²³. Elle était donc voisine de la maison natale de La Fontaine. Lors du décès de Joseph Lacombe, la maison est vendue à Antoine Ménard, voisin du défunt et grand-père de Louis-Hippolyte. La résidence est par la suite donnée en dot à la petite-fille d'Antoine Ménard, Sophie Ménard-Lafontaine, sœur de Louis-Hippolyte. Celle-ci décède en 1841 et son frère s'occupe de conclure la vente de la résidence. À partir de 1841, les La Fontaine ne vivent plus dans cette maison et ils n'en sont officiellement plus propriétaires à partir de 1847.

Lors de l'incendie qui ravage Boucherville le 6 juillet 1843, la maison a été partiellement détruite. Sa construction de pierre a mieux résisté à l'assaut des flammes que sa voisine de bois. L'occupant d'alors et futur propriétaire, Noël Gauthier dit Saint-Germain, embauche le menuisier Jean-Marie Morin en 1844, afin qu'il procède aux réparations qui s'imposent sur la résidence.

En 1964, la maison a été transportée au Parc de la Broquerie, au 314, boulevard Marie-Victorin. Classée monument historique en 1965, la résidence a été restaurée en 1978, puis ouverte au public en 1980. Depuis ce jour, la Maison Louis-Hippolyte-La Fontaine abrite un centre d'exposition administré par la municipalité.

Lorsqu'il était en poste à Montréal, La Fontaine y habitait. Nous savons qu'en 1831, lors de son mariage avec Adèle Berthelot, il déclare vivre à Montréal. Selon les différents annuaires de la ville de Montréal que nous avons consultés, il demeure successivement au 18, Little St. James St (1844-1845), sur la rue Guy (1852-1854) et sur la rue de l'Aqueduc (1857-1864; probablement au numéro 80, puisque c'est à cet endroit que demeure sa veuve en 1864-1865).

Pour les résidences de Montréal, nous ne disposons que d'une autre résidence, il s'agit de celle sise au 1400, boulevard René-Lévesque Ouest. Les intervenants de la Ville de Montréal nous assurent qu'une documentation à ce sujet est présentement en préparation, il s'agit donc d'un dossier à suivre.

²³ Le 2 octobre 1994, la Société du patrimoine de Boucherville dévoilait une plaque commémorative à cet endroit, afin de souligner l'importance patrimoniale du lieu.

Résidences retracées

➤ Maison natale (n'existe plus)

voisine de la Maison-Louis-Hippolyte-La Fontaine, elle-même située à l'origine à l'angle des rues Notre-Dame et Saint-Pierre (aujourd'hui rue Louis-Hippolyte-Lafontaine Boucherville (Québec)

➤ Résidence familiale

Maison Louis-Hippolyte-La Fontaine
314, boulevard Marie-Victorin
Boucherville (Québec) J4B 7J9



Maison Louis-Hippolyte-La Fontaine, Boucherville

➤ Autres résidences

1400, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3G 1T6

18, Little St. James Street
Montréal (Québec)

rue Guy
Montréal (Québec)

80, rue de l'Aqueduc
Montréal (Québec) H3C ???



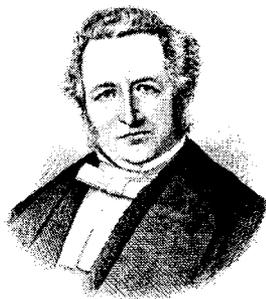
1400, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal

Complément d'information

La maison ayant vu grandir Louis-Hippolyte La Fontaine, à Boucherville, est connue, protégée et classée depuis 1965. De plus, elle abrite un centre d'exposition permanent exploité par la municipalité. Une action supplémentaire ne semble donc pas pertinente à cet endroit.

Toutefois, la résidence de M. La Fontaine à Montréal est beaucoup moins connue. Vraisemblablement située au 1400, boulevard René-Lévesque Ouest, la maison fait aujourd'hui l'objet d'études, menée notamment par la Ville de Montréal, dans le but d'en déterminer la valeur patrimoniale et de prendre des décisions quant à son utilisation future. Nous sommes d'avis que le dossier mérite d'être suivi avec attention, afin d'enrichir ce que nous possédons déjà sur le sujet. De plus, nous nous permettons de souligner que c'est principalement alors qu'il habitait la ville de Montréal que M. La Fontaine était politiquement impliqué dans les grands débats de son époque, d'où l'importance de la résidence dans le parcours du personnage.

Augustin-Norbert Morin²⁴ (1803-1865)



L. MONTABRELL. AUGUSTIN-NORBERT MORIN
D'APRÈS LE GÉNÉRAL

Né à Saint-Michel-de-Bellechasse le 13 octobre 1803, baptisé dans la paroisse du même nom le 14 octobre 1803, décédé à Sainte-Adèle de Terrebonne le 27 juillet 1865, d'abord inhumé à Saint-Hyacinthe dans une crypte sous la nef de l'église Notre-Dame-du-Rosaire le 30 juillet 1865, ses restes sont transférés au cimetière de famille à Sainte-Rosalie, paroisse voisine, en 1984. Un monument de pierre marque le lieu.

Fils d'Augustin Morin et de Marianne Cottin, époux d'Adèle Raymond (chapelle Saint-Louis, cathédrale Notre-Dame de Québec le 28 février 1843).

Député de Bellechasse (1830-1838; 1844-1851), de Nicolet (1841-1842), de Saguenay (1842-1844), de Terrebonne (1851-1854) et de Chicoutimi-Tadoussac (1854-1855); conseiller exécutif (1842-1843); commissaire des Terres de la couronne (1843; 1853-1855); orateur suppléant (1846) et orateur de l'Assemblée (1848-1851); premier ministre du Canada-Uni (1851-1855); secrétaire provincial (1851-1853); juge de la Cour supérieure (1855-1865).

Il étudie au Petit Séminaire de Québec (1815-1822), puis entre comme journaliste au *Canadien*. Il fait son apprentissage du droit chez Denis-Benjamin Viger (1823-1828), puis il fonde *La Minerve* (1826), journal qu'il vend à Ludger Duvernay (1827), mais auquel il continue de collaborer pendant plusieurs années. Admis au Barreau en 1828, il exerce sa profession à Montréal (1828-1836), puis à Québec.

Élu député de Bellechasse (1830-27 mars 1838) puis de Nicolet (1841), il démissionne le 7 janvier 1842. Nommé juge (11 janvier 1842), il quitte ce poste pour être élu député de Saguenay (28 novembre 1842). Membre du ministère Baldwin-La Fontaine, il y est conseiller exécutif (13 octobre 1842-27 novembre 1843) et commissaire des Terres de la couronne (13 octobre 1843-11 décembre 1843). Fondateur de Val-Morin, Sainte-Adèle et Morin Heights.

Élu dans Saguenay et Bellechasse, il opte pour Bellechasse (13 décembre 1844). Il est orateur suppléant de l'Assemblée (13 avril au 19 mai 1846) puis orateur de la Chambre (25 février 1848-27 octobre 1851). Élu dans Terrebonne, il forme un ministère avec F. Hincks où il est secrétaire

²⁴ Bibliographie : Jean-Marc PARADIS, « Morin, Augustin-Norbert », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, op. cit., page consultée le 31 mai 2004; Bibliothèque de l'Assemblée nationale, op. cit., p. 541.

provincial (28 octobre 1851-30 août 1853) et commissaire des Terres de la couronne (31 août 1853-10 septembre 1854). Défait dans Terrebonne en 1854, il est élu dans les circonscriptions unies de Chicoutimi et Tadoussac. Il constitue alors un ministère avec Allan Napier MacNab, où il est commissaire des Terres de la couronne (11 septembre 1854-26 janvier 1855).

Nommé juge de la Cour supérieure (27 janvier 1855), il est membre de la commission de codification du Code civil du Bas-Canada (4 février 1859). Auparavant, il avait été nommé conseiller de la reine (1842). Il décède à Sainte-Adèle en 1865.

Les résidences d'Augustin-Norbert Morin²⁵

C'est en 1803 que naît Augustin-Norbert Morin, à Saint-Michel dans Bellechasse, chez son père qui était cultivateur. La maison n'existe plus, mais dans le cinquième rang de la Durantaye s'élève une plaque qui dit :

« Dans la maison qui s'élevait ici, naquit le 13 octobre 1803 l'honorable Auguste-Norbert Morin. Il fut baptisé le lendemain dans l'église de la paroisse de Saint-Michel-de-Bellechasse.²⁶ »

De 1815 et 1822, il a fait ses études au Petit Séminaire de Québec, où il était pensionnaire.

Entre 1823 et 1836, il est à Montréal, d'abord à l'étude chez Denis-Benjamin Viger, puis avocat en pratique privée. On ne connaît pas son lieu de résidence à cette époque.

Vers la fin de 1836, il s'installe à Québec, où il prend part activement à la rébellion de 1837. Il aurait alors vécu dans une pension, peut-être sur la rue Desjardins²⁷.

²⁵ Jean-Marc PARADIS, *loc. cit.*; Rodolphe FOURNIER, *Lieux et monuments historiques de l'est du Québec*, Montréal, Éditions Paulines, 1980, 355 p.; Rodolphe FOURNIER, *Lieux et monuments historiques du nord de Montréal*, Saint-Jean, Les Éditions du Richelieu Ltée, 1978, 261 p.; Jean-Marie LEBEL, *op. cit.*, 1999, p. 6; *Cherrier & Kirwin's Quebec and Levis Directory for 1862-63*, Montréal, Cherrier & Kirwin, 1863; *The Canada Directory*, Montréal, J. Lovell, 1858; *The Montreal Directory*, Montréal, Lovell & Gibson/R.W.S. Mackay, 1845; ANQ-Q, Actes notariés, Greffe d'Alexandre-Benjamin Sirois dit Duplessis, 26 février 1843; *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, Mercredi 5 février 1975.

²⁶ Rodolphe FOURNIER, *op. cit.*, 1980, p. 82.

²⁷ Afin de préciser cette information, on pourrait consulter les rôles d'évaluation de la Ville de Québec qui, en plus de donner le nom des propriétaires des différentes maisons de la ville, donnent également le nom des locataires.

En 1843, lorsqu'il épouse Albine-Adèle Raymond, il déclare vivre à Kingston. En effet, sous l'Union, il alterne entre Kingston et Québec.

Les annuaires de Montréal nous disent qu'en 1844-1845, Augustin-Norbert Morin demeurait sur la rue Gabriel, au numéro 29.

Sous l'Union, il se fait construire une résidence à Québec. Cette résidence de pierre, qui existe toujours, est sise au 21, rue D'Auteuil, devant les fortifications²⁸. En 1857-1858, il est déclaré vivant à cette adresse. Toutefois, en 1862-1863, on le retrouve au 12, rue Sainte-Ursule, toujours dans la Haute-Ville de Québec.

En 1852, son bureau à Québec est situé dans l'Union Building de la Place d'Armes. Cet édifice abrite aujourd'hui la Maison du Tourisme de Québec, au 12 rue Sainte-Anne²⁹.

Alors qu'il est commissaire des Terres de la couronne, il se fait construire une résidence à Sainte-Adèle (aujourd'hui Mont-Rolland). Morin en fit sa résidence principale, puis, plus tard, il vient y passer tous les étés³⁰. La résidence en tant que tel a peu changé, exception faite de l'ajout d'une galerie et d'une fenêtre dans le toit reliée à deux autres, le tout formant une mansarde. On peut toujours apercevoir cette construction au 128, rue de la Rivière.

Son épouse étant originaire de Saint-Hyacinthe, c'est dans cette ville qu'elle s'installe lors du décès de son époux en 1865. Elle loue alors de sa sœur, Odile Raymond, une résidence de pierre située au 2580, rue Girouard. Madame Morin y vit jusqu'à son décès le 29 janvier 1889. C'est en l'honneur de son défunt mari qu'elle nomme sa résidence « la maison Morin »³¹. Donc, bien que cette dernière soit liée à Augustin-Norbert Morin, celui-ci n'y a jamais résidé.

Résidences retracées

- Maison natale (n'existe plus)
5^e rang
La Durantaye (Québec)

²⁸ Il s'agit ici d'une adresse d'époque ne correspondant pas aux numéros civiques actuels.

²⁹ Rodolphe FOURNIER, *op. cit.*, 1976, p. 203.

³⁰ Bien qu'il ait vendu la résidence à un ami, le docteur Benjamin Lachaine, il y séjournait régulièrement. C'est d'ailleurs dans cette maison qu'il est décédé.

³¹ Philippe POTHIER, « La maison Morin », *Courrier de Saint-Hyacinthe*, Mercredi 5 février 1975, p. A10.

- Résidence principale
128, rue de la Rivière
Mont-Rolland (Québec)

- Autres résidences
21, rue D'Auteuil
Québec (Québec)

12, rue Sainte-Ursule
Québec (Québec)

29, rue Gabriel
Montréal (Québec)



12, Sainte-Anne, Québec

Complément d'information

En ce qui concerne Augustin-Norbert Morin, nous avons fait un choix parmi les résidences que nous avons retracées. Toutefois, ce choix est inspiré par l'attachement que le personnage portait vraisemblablement à sa résidence de Mont-Rolland, au 128, rue de la Rivière. M. Morin fait de cette maison sa résidence principale, puis sa résidence d'été. En effet, bien que la maison ait été vendue à un de ses amis, le docteur Benjamin Lachaine, Augustin-Norbert Morin s'y rendait régulièrement et y passait des séjours plus ou moins prolongés, suivant les disponibilités que lui laissait sa vie publique. C'est d'ailleurs dans cette résidence qu'il décède, en 1865. La

commémoration de cette maison nous semble donc la plus appropriée parmi les lieux de résidence du personnage.

Jean-Antoine Panet³² (1751-1815)



Né à Québec le 8 juin 1751, baptisé le même jour dans la paroisse Notre-Dame de Québec, décédé dans sa ville natale le 17 mai 1815, inhumé à Québec dans la cathédrale Notre-Dame le 20 mai 1815.

Fils de Jean-Claude Panet et de Marie-Louise Barolet, époux de Louise-Philippe Badelart (paroisse Notre-Dame de Québec le 7 octobre 1779), beau-père de Jean-Thomas Taschereau.

Député de la Haute-Ville de Québec (1792-1808; 1814-1815) et de Huntingdon (1808-1814); juge de la Cour des plaids communs (1794); premier président de l'Assemblée (1792-1794; 1797-1815); conseiller législatif (1815).

Après ses études, probablement au Petit Séminaire de Québec, il exerce le notariat (1772-1786) puis se consacre à sa carrière d'avocat débutée en 1773.

Avant d'embrasser la carrière politique, il prend part à de nombreuses activités. Il occupe notamment les postes d'enseigne dans la milice devant défendre la ville lors de l'invasion américaine (1775-1776), de capitaine dans la milice de la ville et banlieue de Québec (1787-1794) et de lieutenant-colonel du bataillon de milice de Beauport (1794-1808). Impliqué dans de nombreuses transactions immobilières, il devient seigneur de Bourg-Louis en 1777.

Ses compétences en droit sont reconnues alors qu'il est nommé commissaire chargé d'enquêter sur les biens des jésuites (1787) mais également commissaire chargé de déterminer le taux de change des billets du gouvernement (1812). Le 28 janvier 1794, il est nommé juge de la Cour des plaids communs. Il est également nommé juge de la Cour du banc du roi pour le district de Montréal (15 décembre 1794), mais il refuse ce dernier poste.

Élu député de la Haute-Ville de Québec (1792), il devient le premier président (alors appelé orateur) de l'Assemblée, poste qu'il occupe du 18 décembre 1792 au 28 janvier 1794, puis du 24 janvier 1797 au 21 janvier 1815. En 1808, il doit se présenter dans Huntingdon, où il est élu.

³² Pierre TOUSIGNANT et Jean-Pierre WALLOT, « Panet, Jean-Antoine », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, *op. cit.*, page consultée le 31 mai 2004; Bibliothèque de l'Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 570; ANQ-Q, État civil, Catholiques, Notre-Dame-de-Québec, 8 juin 1751 et 7 octobre 1779.

Réélu dans Huntingdon en 1809, il se représente dans la Haute-Ville de Québec en 1814 où il est élu. Sa santé déclinant, il doit céder sa charge de président de l'Assemblée le 21 janvier 1815.

Ayant participé à la fondation du journal *Le Canadien* (1806), il fut également membre de la Société du feu de Québec (1790-1807).

Élu au Conseil législatif en janvier 1815, il décède en fonction à Québec le 17 mai de la même année.

Les résidences de Jean-Antoine Panet³³

M. Panet est né à Québec en 1751. Nous n'avons pas retracé l'emplacement de sa maison natale, mais nous savons qu'elle a été détruite dans le bombardement de la ville de Québec en août 1759.

Dès 1777, il est seigneur de Bourg-Louis. À son décès en 1815, il cèdera la moitié de cette seigneurie ainsi qu'un terrain et une maison de pierre à Québec à son fils Bernard-Antoine.

En 1777, il se porte acquéreur d'une maison en pierre de deux étages ainsi que d'un terrain dans la Haute-Ville de Québec. Nous supposons qu'il s'agit de la maison de la rue Buade (aujourd'hui De Buade), puisqu'en 1779, lorsqu'il épouse Louise-Philippe Badelart, il déclare vivre à Québec dans une maison de pierre à deux étages, située sur la rue Buade, au coin de la rue Du Trésor.

Entre 1790 et 1795, les annuaires et recensements de la ville de Québec le situent au 7, rue Buade (aujourd'hui rue De Buade)³⁴. Ces mêmes sources, de 1798 à 1805, le situent au 10, rue Sainte-Ursule. Considérant qu'en 1818 sa veuve demeure toujours au 10, rue Sainte-Ursule, il est fort probable qu'il ait demeuré à cet endroit au moment de son décès. Nous ne savons pas à quel moment il s'est porté acquéreur de la résidence de la rue Sainte-Ursule, mais, selon nos sources, ce serait entre 1795 et 1798.

³³ Pierre TOUSIGNANT et Jean-Pierre WALLOT, « Panet, Jean-Antoine », *loc. cit.*; *The Directory for the City and Suburbs of Quebec*, Québec, W. Moore/Herald Printing Office, 1790; Archives de la province de Québec, *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec pour 1948-1949*, Québec, Ls-A. Proulx, Imprimeur de sa Majesté le Roi, 1949; *The Quebec Directory*, Québec, Neilson and Cowan, 1822; Pierre-Georges ROY, *La famille Panet*, Québec, J.-A.-K. Laflamme, 1906.

³⁴ Nous supposons qu'il s'agit de la même résidence que celle achetée en 1777.

Bien que M. Panet ne demeure plus dans sa résidence de la rue Buade, nous croyons qu'il en demeure propriétaire puisqu'en 1822, son fils Louis, alors notaire, y demeure.

En 1789, il se porte acquéreur de l'arrière-fief de Monceaux, représentant alors 336 arpents de terre. Il ne semble toutefois pas qu'il y ait vécu, bien qu'il le lègue à son fils Philippe à son décès en 1815.

Résidences retracées

➤ Résidence principale n'existe plus

7, rue Buade (coin Du Trésor)

Québec (Québec)

➤ Autres résidences

10, rue Sainte-Ursule

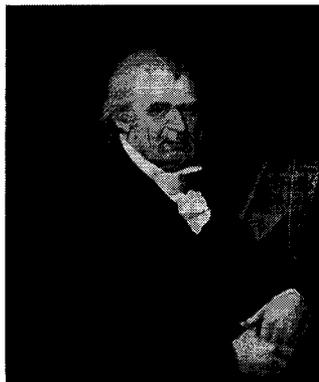
Québec (Québec)

Complément d'information

La commémoration des lieux de résidence de Jean-Antoine Panet est plus ardue que celle des résidences des personnages précédents. En effet, considérant l'époque où il vécut, sa résidence principale n'existe plus. Il s'agissait, à l'époque, du numéro 7 de la rue Buade (aujourd'hui, rue De Buade). La résidence se trouvait au coin de la rue Du Trésor. Elle a depuis été remplacée par un autre immeuble sans lien avec le personnage.

L'autre résidence que nous avons retracée, bien que n'étant pas celle que nous considérons comme étant sa principale, est celle du 10, rue Sainte-Ursule. Il devient alors pertinent de situer la résidence à l'époque actuelle, puisque des changements ont été apportés aux numéros civiques de la ville de Québec depuis l'époque de M. Panet. Les démarches que nous avons entreprises à ce sujet n'ont pas donné de résultats concluants à ce jour, mais nous demeurons optimistes quant à ce qui peut être découvert ultérieurement.

Joseph Papineau³⁵ (1752-1841)



Né à Montréal le 16 octobre 1752, baptisé dans la paroisse Notre-Dame de Montréal le 17 octobre 1752, décédé dans sa ville natale le 8 juillet 1841, d'abord inhumé dans la paroisse Notre-Dame le 12 juillet 1841, ses restes sont transportés dans le caveau familial de la seigneurie de la Petite-Nation (Montebello) le 31 mai 1855.

Fils de Joseph Papineau et de Marie-Josephte Beaudry, époux de Rosalie Cherrier (Saint-Denis sur Richelieu, le 23 août 1779), père de Louis-Joseph (1786-1871) et de Denis-Benjamin.

Député de Montréal (1792-1796; 1800-1804) et de Montréal-Est (1796-1800; 1809-1814); notaire (1780-1841); seigneur de la Petite-Nation (1803-1817).

Débute ses études primaires à l'école des Sulpiciens de Montréal, puis poursuit sa formation (1765-1767) auprès de Jean-Baptiste Curatteau, curé de Longue-Pointe (Montréal). Ce dernier lui offre ensuite l'opportunité de terminer ses études classiques au Petit Séminaire de Québec (1767-1771).

Papineau s'initie à l'arpentage sous la tutelle de Jean De Lisle, également notaire (1771-1773). Recevant sa commission d'arpenteur le 20 juillet 1773, il se consacre exclusivement à cette profession jusqu'en 1775. Cette année-là, il entreprend un stage de clerc en notariat (1775-1780) auprès de son ancien maître, De Lisle, tout en continuant d'exercer son autre profession. Il reçoit sa commission de notaire le 18 juillet 1780. Délaissant l'arpentage, il entreprend une carrière de notaire qui s'échelonne jusqu'à son décès en 1841. Toutefois, il a parfois recours à son expertise en arpentage dans la gestion de ses affaires, puisqu'il est impliqué dans l'achat et la gestion de biens fonciers.

C'est en 1788 que les autorités du Séminaire de Québec, avec qui il a toujours conservé de bons rapports, lui demandent d'administrer leurs seigneuries de l'Île Jésus et de la Petite-Nation. Cette dernière finira par appartenir à Papineau, et ce en deux temps : une première partie lui est cédée

³⁵ Richard CHABOT, « Papineau, Joseph », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, *op. cit.*, page consultée le 31 mai 2004; Bibliothèque de l'Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 574; ANQ-M, État civil, Catholiques, Notre-Dame-de-Montréal, 17 octobre 1752 et 12 juillet 1841; ANQ-M, État civil, Catholiques, Saint-Denis-sur-Richelieu, 23 août 1779.

par le Séminaire de Québec en compensation d'honoraires (1801), et il se porte acquéreur du reste en 1803. Le notaire Papineau devient alors le seigneur de la Petite-Nation.

Après avoir été élu député de Montréal en 1792 et 1800 puis député de Montréal-Est en 1796, il tente de se retirer de la vie politique en 1804 afin de se consacrer à la gestion de sa seigneurie. Toutefois, ses électeurs le convainquent de se représenter et il est élu dans Montréal-Est en 1809. Au terme de son mandat, il se retire définitivement de la vie politique active, laissant son fils Louis-Joseph représenter la famille à l'Assemblée. En 1817, il vend sa seigneurie à son fils Louis-Joseph pour ne se consacrer qu'à sa profession de notaire, et ce jusqu'à son décès en 1841.

Les résidences de Joseph Papineau³⁶

Joseph Papineau est né à Montréal en 1752. En 1763, son père y tenait une boutique de tonnelier située au 440, rue Bonsecours, Montréal. Il est possible qu'il soit né à cet endroit, mais nous n'en n'avons pas obtenu confirmation.

Entre 1767 et 1771, il est pensionnaire au petit séminaire de Québec. En 1771, lorsqu'il termine ses études, il retourne s'installer chez son père à Montréal. La maison paternelle, toujours sur la rue Bonsecours, est alors faite de bois et comporte une rallonge en pierre.

En 1779, lorsqu'il épouse Rosalie Cherrier, il déclare vivre à Montréal. Le couple aurait vécu dans une maison de pierre sur le côté sud de la rue Saint-Jacques, à mi-chemin entre la côte de la Place d'Armes et le boulevard Saint-Laurent.

Cette même année 1779, le colonel John Campbell se porte acquéreur du terrain de Joseph Papineau père. Il engage le maçon Jean-Baptiste Cérat dit Coquillard pour rebâtir la maison des Papineau, en y intégrant toutefois la rallonge de pierre. La nouvelle construction de pierre, qui date de 1785, comporte alors deux étages. Ce n'est que le 18 février 1809 que le notaire Joseph Papineau parvient à racheter la maison paternelle de la veuve de John Campbell (elle en était propriétaire depuis le 23 juin 1795). Il s'y installe alors qu'il est député jusqu'en 1814, année où

³⁶ Jacques LAMARCHE, *Au cœur de la Petite-Nation : Le Château de Montebello*, S.I., Les Éditions de la Petite-Nation, 1984, p. 32-45; Michel CHAMBERLAND, *Histoire de Montebello, 1815-1928*, Montréal, Imprimerie des Sourds-Muets, 1928, p. 53-60; *Vieux-Montréal : Le patrimoine en détail*, page consultée le 31 mai 2004; http://www.vieux.montreal.qc.ca/cgi-bin/cat/fiche_per.cgi?id=80; *An Alphabetical List of the Merchants, Traders and Housekeepers Residing in Montreal*, Montréal, James Lane, 1820; Amédée PAPINEAU, *Souvenirs de jeunesse, 1822-1837*, Sillery, Septentrion, 1998, p. 28-29, 34-35, 38, 48-49, 80.

il la cède à son fils Louis-Joseph (26 octobre 1814). Ce dernier en sera propriétaire jusqu'à sa mort le 25 septembre 1871³⁷.

Bien que la résidence de la rue Bonsecours soit la propriété du fils de Joseph, Louis-Joseph, à partir de 1814, nos recherches nous ont appris qu'au début des années 1820, le cabinet du notaire Joseph Papineau se trouvait toujours dans cette maison, au premier étage, à droite de l'entrée, alors que le cabinet de son fils avocat se trouvait sur la gauche. À la lecture des *Souvenirs de jeunesse* d'Amédée Papineau³⁸, nous avons pu confirmer ce fait. En effet, il semble que Joseph Papineau ait conservé son cabinet dans la demeure de la rue Bonsecours, et qu'il y ait même demeuré, dans un appartement aménagé à son intention au dernier étage de la résidence.

Toutefois, à la même époque, Joseph Papineau possédait une résidence au 17, rue Saint-Paul, résidence dont le jardin arrière jouxtait celui de la maison de la rue Bonsecours. Cette maison était de dimensions plus petites que celle de Louis-Joseph, bien qu'ayant deux étages. Elle était faite de pierre brute. Joseph Papineau l'aurait habitée de 1825-1826 jusqu'à 1837, et c'est là que se situait son cabinet à l'époque. Malheureusement, la résidence a été démolie en 1881 par ses propriétaires, les Tiffin³⁹.

Seigneur de la Petite-Nation depuis 1801-1803, Joseph Papineau s'y fait construire un manoir rustique sur la pointe ouest de l'île Arowsen (île à Roussin⁴⁰) en 1809. Ce manoir, construit avec de grosses pièces de bois rapidement ébauchées, comporte une toiture aiguë, à l'image des manoirs des temps passés. Malheureusement, ce premier manoir seigneurial a été complètement incendié et inondé; l'île elle-même n'existe plus, submergée par les flots de la rivière des Outaouais. Joseph Papineau n'y vit que de façon périodique entre 1810 et 1819, alors qu'il s'installe définitivement à Montréal, laissant à ses fils Denis-Benjamin et Louis-Joseph la gestion et, dans le cas de Louis-Joseph, la propriété de la seigneurie de la Petite-Nation. En effet, il vend sa seigneurie à son fils Louis-Joseph en 1817.

En 1841, lorsqu'il décède, il vit toujours à Montréal. Nous ne savons pas où il résidait à cette époque.

³⁷ Pour de plus amples renseignements sur la maison Papineau, se référer à la section *Les résidences de Louis-Joseph Papineau*, page X.

³⁸ Le fils de Louis-Joseph, né en 1819. Voir note 27 pour la référence bibliographique complète.

³⁹ Selon Amédée Papineau (op. cit., p. 38), la maison de Joseph Papineau aurait été remplacée par « une longue rangée de hautes maisons en pierre de taille, en face du marché Bonsecours ».

⁴⁰ Dans ses écrits, Amédée Papineau parle plutôt de l'île Arousen, ou île aux Écureuils.

Résidences retracées

- Maison natale et résidence principale (1752-1779; 1809-1814; 1814 à 1825-1826)

440, rue Bonsecours

Montréal (Québec)

- Autres résidences

Rue Saint-Jacques

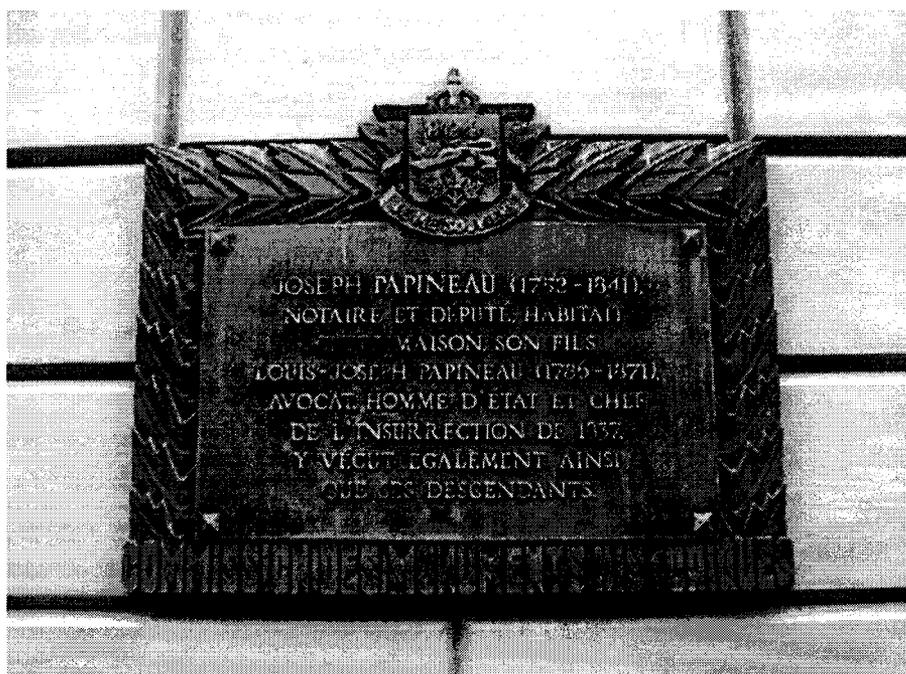
Montréal (Québec)

17, rue Saint-Paul

Montréal (Québec)

Premier manoir de la seigneurie de la Petite-Nation

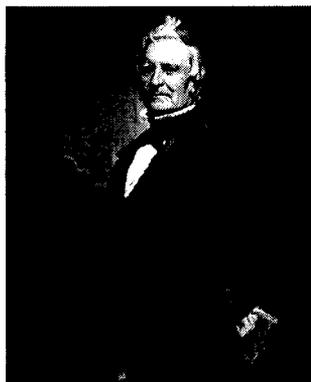
Pointe ouest de l'Île Arowsen (île à Roussin)



Plaque de la Commission des monuments historiques au 440, Bonsecours, Montréal

Pour un complément d'information concernant les résidences de Joseph Papineau, se référer à la section portant sur son fils Louis-Joseph, page 42.

Louis-Joseph Papineau⁴¹ (1786-1871)



Né à Montréal, le 7 octobre 1786, baptisé le même jour dans la paroisse Notre-Dame, décédé à Montebello, le 25 septembre 1871, inhumé dans le caveau familial dans la paroisse Notre-Dame-de-Bonsecours à Montebello le 28 septembre 1871.

Fils de Joseph Papineau (1752-1841) et de Rosalie Cherrier, époux de Julie Bruneau (cathédrale Notre-Dame de Québec le 19 avril 1818), grand-père d'Henri Bourassa.

Député de Kent (1808-1814), de Montréal-Ouest (1814-1838), de Surrey (1827-1828), de Saint-Maurice (1848-1851) et de Deux-Montagnes (1852-1854); orateur de l'Assemblée (1815-1823; 1825-1838); chef du Parti canadien devenant le Parti patriote (1816-1837); membre du Conseil exécutif (1820-1823); premier ministre du Canada-Uni (1846-1848); seigneur de la Petite-Nation (1817-1871).

Après ses études au collège Saint-Raphaël de Montréal (1796-1802) et au Petit Séminaire de Québec (1802-1804), il fait son apprentissage du droit chez Denis-Benjamin Viger. Admis au Barreau (1810), il pratique peu sa profession, se consacrant plutôt à sa carrière politique.

D'abord élu député de Kent (1808-1814), il est ensuite élu dans Montréal-Ouest (1814-1838). Le 21 janvier 1815, il est élu orateur de l'Assemblée. En 1816, il devient le chef du Parti canadien, ce dernier devenant le Parti patriote en 1826. Nommé au conseil exécutif (28 décembre 1820-25 janvier 1823). Lors d'un voyage à Londres ayant pour but d'empêcher l'adoption d'un projet de loi visant l'union du Haut et du Bas-Canada, il est remplacé au poste d'orateur par Joseph-Rémi Vallières de Saint-Réal le 10 janvier 1823. Il assume de nouveau la fonction d'orateur du 8 janvier 1825 au 27 mars 1838, date à laquelle la suspension de la constitution vient également mettre fin à son mandat de député. Il est brièvement député de Surrey (1827-1828).

Ayant participé à la préparation des Quatre-vingt-douze Résolutions (adoptées par la Chambre le 21 février 1834), il prend une part active dans le mouvement patriote. Des mandats d'arrêt ayant été émis contre lui, ainsi que l'ensemble des chefs patriotes, il doit fuir Montréal. Les batailles de

⁴¹ Fernand OUELLET, « Papineau, Louis-Joseph », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, *op. cit.*, page consultée le 31 mai 2004; Bibliothèque de l'Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 575.

Saint-Denis (23 novembre 1837) et de Saint-Charles (25 novembre 1837) ne faisant qu'aggraver sa situation face aux autorités, il doit s'exiler aux États-Unis et en France.

Suite à l'obtention d'une amnistie complète, il est de retour au pays vers 1845. Élu député de Saint-Maurice (1848-1851) puis de Deux-Montagnes (1852-1854), il met fin à sa carrière politique en ne se représentant pas aux élections de 1854.

En 1817, il avait acheté la seigneurie de la Petite-Nation, ayant appartenu à son père. À partir de son retour d'exil, il s'emploie à mettre en valeur sa seigneurie. C'est dans son manoir qu'il décède le 23 septembre 1871.

Les résidences de Louis-Joseph Papineau⁴²

Louis-Joseph Papineau est né à Montréal en 1786. Nous supposons qu'il est né dans la maison paternelle de la rue Saint-Jacques, car c'est à cet endroit qu'est né le premier enfant de la famille, Séraphin-Joseph, en 1783.

Lorsqu'il étudie au petit séminaire de Québec, entre 1802 et 1804, il y est pensionnaire. La correspondance qu'il entretient avec sa mère démontre d'ailleurs qu'il accepte mal ce premier éloignement de sa famille.

En 1814, Louis-Joseph Papineau s'installe dans la maison du 440, rue Bonsecours, à Montréal. Cette maison avait été construite en 1785 pour John Campbell. Ce dernier avait acheté le terrain du grand-père de Louis-Joseph, et il avait fait entreprendre des travaux devant mener à l'érection de la demeure de pierre, à deux étages. C'est en 1809 que Joseph Papineau, le père de Louis-Joseph, rachète la demeure familiale à la veuve de John Campbell. En 1814, il vend sa demeure à son fils Louis-Joseph, qui en demeure propriétaire jusqu'à sa mort, en 1871.

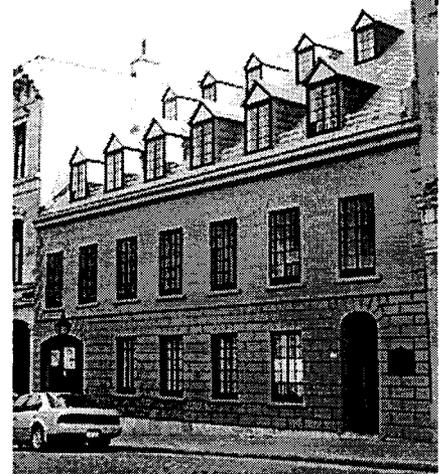
⁴² Jacques LAMARCHE, *op. cit.*, p. 45-76 et 145-146; Michel CHAMBERLAND, *op. cit.*, p. 61-67; *Portail Vallée Petite-Nation*, site consulté le 31 mai 2004; *An Alphabetical List of the Merchants, Traders and Housekeepers Residing in Montreal*, Montréal, James Lane, 1820; Amédée PAPINEAU, *op. cit.*, p. 63, 78; http://recit-us.cspi.qc.ca/histoire/equip01/partie_2.htm; http://www.vieux.montreal.qc.ca/inventaire/fiches/fiche_bat.php?id=0040-68-7978-01&mat=0040-68978&per=3; http://www.vieux.montreal.qc.ca/cgi-bin/cat/fiche_per.cgi?id=80; Commission des biens culturels du Québec, *op. cit.*, Tome 2, p. 34-35 et 507-512; Gilles LAUZON, dir., *L'histoire du Vieux-Montréal à travers son patrimoine*, Sainte-Foy, Les Publications du Québec, 2004, p. 102-105 et 136-137; Guy PINARD, *op. cit.*, 1987, p. 123-128; Rodolphe FOURNIER, *op. cit.*, 1974, p. 112; Rodolphe FOURNIER, *Lieux et monuments historiques de l'ouest du Québec et d'Ottawa*, Montréal, Éditions Paulines, 1982, p. 58.

À partir de 1814, la maison de la rue Bonsecours sera la résidence principale de Papineau, et ce jusqu'en 1837, alors qu'il est forcé à l'exil avec sa famille, car il avait été trop impliqué dans les événements de 1837. Peu de temps après son retour d'exil (1846), il réintègre sa maison, mais il n'y reste que peu de temps. En 1850, il quitte définitivement Montréal pour s'installer de manière permanente dans sa seigneurie de la Petite-Nation.

Lorsqu'il doit siéger à Québec, Papineau vit en pension. Il semble qu'il ait demeuré en pension chez une Demoiselle Dumoulin, comme de nombreux autres parlementaires de l'époque⁴³. Entre 1836 et 1837, il résidait à la pension Le Moine, située sur la rue Hébert, à Québec⁴⁴.

Lors de vacances estivales, entre 1828 et 1833, et au moment des rénovations effectuées sur la maison de la rue Bonsecours, la famille Papineau louait le château Saint-Antoine, sur l'île de Montréal⁴⁵.

En 1831, Louis-Joseph Papineau fait réaliser des rénovations à sa demeure de Montréal, y changeant le revêtement extérieur et réaménageant les étages, en plus d'effectuer des modifications à l'intérieur⁴⁶. Toutefois, c'est en 1965 que la maison subit une restauration complète, alors que son propriétaire, Éric McLean, entreprend de lui redonner son aspect de l'époque de Papineau. Les étages supérieurs qui avaient été ajoutés au fil des années sont alors démolis pour faire place au toit à deux versants originel. Propriété du Gouvernement du Canada depuis 1982, la maison avait été classée monument historique en 1965 sous le nom de Maison Papineau.



440, Bonsecours, Montréal

Son implication dans les événements de 1837 le force à l'exil. Du 1^{er} décembre 1837 au 8 février 1839, il vit aux États-Unis, pour ensuite se diriger vers la France, où il élira domicile à partir du

⁴³ Julie PAPINEAU, *Une femme patriote : Correspondance, 1823-1862*, Sillery, Septentrion, 1997, p. 33.

⁴⁴ La maison existe toujours et une plaque commémorative y est d'ailleurs apposée.

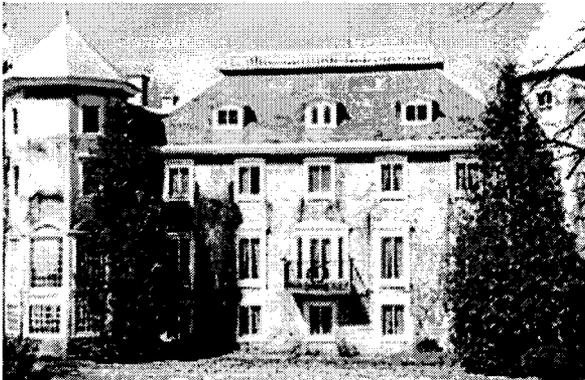
⁴⁵ Nous n'avons pas retracé l'emplacement exact de ce domaine. Toutefois, les *Souvenirs de jeunesse* d'Amédée Papineau fournissent quelques détails à ce sujet. En effet, il souligne que du château Saint-Antoine, il avait une vue sur la plaine Saint-Gabriel et l'île Saint-Paul (aujourd'hui l'Île des Sœurs). De plus, il souligne qu'il fréquente le collège de Montréal, situé entre les rues McGill et Nazareth, et lorsqu'il fait des sorties scolaires et qu'il passe par la rue des Seigneurs, ses maîtres lui permettent de quitter les rangs pour entrer au château Saint-Antoine, dont la grille devait vraisemblablement donner sur cette même rue des Seigneurs.

⁴⁶ L'abaissement de la rue Bonsecours (de près de deux mètres) par la ville de Montréal entraînait la nécessité de faire des travaux majeurs sur la résidence.

19 août 1839 jusqu'en 1845. Cette année-là, Papineau obtient une amnistie lui permettant de revenir habiter au Canada. Lorsqu'elle arrive à Paris, la famille Papineau s'installe dans un petit appartement de la rue Madame. En février 1840, Papineau installe sa famille dans une maison située au 10 bis rue de Courcelles. En décembre 1842, la famille déménage sur la rue Monceau, dans le quartier du Roule. Il est à noter que nous ne sommes pas parvenus à découvrir où ils demeureraient lors de leur séjour aux États-Unis.

Pendant l'absence de Papineau, sa maison de la rue Bonsecours demeure inhabitée pendant quelques temps, puis est louée à des particuliers. De mai 1842 à 1846, le locataire est Alexander Courtney, puis c'est un dénommé Hart qui s'y installe jusqu'en 1847. Encore une fois inoccupée en 1847, la maison accueille de nouveau les Papineau à partir de 1848⁴⁷. La famille y demeure jusqu'en juillet 1850, année où elle s'installe à Montebello. Louis-Joseph Papineau y résidera périodiquement jusqu'en 1854, année où il quitte la vie politique et s'installe définitivement à Montebello⁴⁸.

Bien qu'il soit officiellement seigneur de la Petite-Nation depuis le 24 avril 1818, Louis-Joseph Papineau ne réside sur le territoire de sa seigneurie qu'à partir de 1846, et ce de façon sporadique jusqu'en 1850. En septembre 1846, il entreprend l'aménagement de l'emplacement choisi (le Cap Bonsecours) pour accueillir son futur manoir, dont la construction débute en juin 1848. Pendant toute la durée des travaux (1848-1850), il réside toujours à Montréal, dans sa résidence de la rue Bonsecours. Toutefois, il entend bien superviser de près l'avancement de la



Manoir Papineau, 500, Notre-Dame, Montebello

construction et lorsqu'il séjourne dans sa seigneurie, il vit en pension chez le forgeron François-Xavier Fortin, à Notre-Dame-de-Bonsecours. Du 24 juillet au 14 novembre 1850, c'est toute la famille Papineau qui pensionne chez le forgeron, en attendant de s'installer officiellement au manoir. La demeure de François-Xavier Fortin existe toujours et elle est

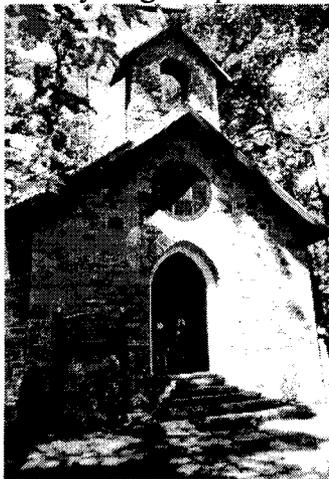
⁴⁷ En juin 1843, l'épouse de Papineau, Julie Bruneau Papineau, revient seule au Canada et s'installe à Montréal, dans un petit appartement de la rue Notre-Dame. En septembre de la même année, elle déménage dans une petite maison, toujours à Montréal. Son mari ne la rejoindra que plus tard, en 1846.

⁴⁸ La maison de la rue Bonsecours est toujours la propriété de Louis-Joseph Papineau, mais elle est transformée en hôtel, sous les noms d'Empire Saloon (1854-1863), Hotel Empire, Hotel Rivard et Hotel Bonsecours. Elle aura d'autres vocations avant d'être vendue par les descendants de Papineau en 1919. C'est entre 1871 et 1903, suivant les exigences de sa fonction hôtelière, que le toit à versant de la résidence est remplacé par des étages au parement de brique.

la propriété de la famille Huneault (en 1984) depuis plus d'un siècle⁴⁹. Le 14 novembre 1850, Papineau s'installe définitivement dans son manoir. Il faudra une dizaine d'années (1850-1859) pour terminer la décoration intérieure et extérieure, ainsi que l'aménagement des dépendances du manoir. C'est là que Louis-Joseph Papineau décède en 1871.

Lors du décès de Louis-Joseph, le manoir revient à son fils Louis-Joseph-Amédée. Ce dernier en demeure propriétaire jusqu'à son décès en 1903. Par testament, il lègue le manoir à son fils Louis-Joseph III, mais celui-ci décède à peine un an plus tard. La propriété revient alors à son épouse, Caroline Pitkin Rogers Papineau qui, éprouvant des difficultés financières, doit se départir des volumes de la bibliothèque de Louis-Joseph en 1922, ainsi que du manoir et de ses dépendances en 1929. L'ancien domaine seigneurial devient dès 1933 le Seignior Club Community Association Limited. Ce n'est que le 4 novembre 1970 que le Canadien Pacifique se porte acquéreur du domaine dans le but de le réaménager en complexe hôtelier. Le manoir Louis-Joseph-Papineau est décrété monument historique le 6 mars 1975.

La chapelle funéraire abritant le repos de nombreux membres de la famille Papineau est toujours visible sur le sentier menant au manoir. Construite par Louis-Joseph en 1855, cette construction de style gothique rustique en pierres grises couronnée d'une croix de bois a dû être



complètement restaurée en 1933 du fait qu'elle tombait en ruines. Y reposent notamment Joseph (1752-1841) et Louis-Joseph (1788-1871). La chapelle est demeurée la propriété de la famille Papineau jusqu'en 1971, à la mort de Louis-Joseph IV. Ses héritiers, conscients de la valeur patrimoniale du lieu, l'ont cédé à Héritage Canada, le 7 novembre 1974. Classée bien culturel par le ministère des Affaires culturelles du Québec le 5 mai 1975, la chapelle est entretenue à perpétuité par Héritage Canada. C'est la Société historique Louis-Joseph-Papineau qui est responsable du bâtiment et qui l'ouvre au public.

Chapelle Papineau, Montebello

⁴⁹ <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/photos/4657.html>

Résidences retracées

➤ Résidences principales

440, rue Bonsecours (1814-1837; 1848-1850)

Montréal (Québec) H

Manoir Louis-Joseph-Papineau (1850-1871)

500, rue Notre-Dame

Montebello (Québec) J0V 1L0



10 bis, de Courcelles, Paris

➤ Maison natale

Rue Saint-Jacques

Montréal (Québec)

➤ Autres résidences

Pension Le Moine

Rue Hébert

Québec (Québec)

10 bis, rue de Courcelles

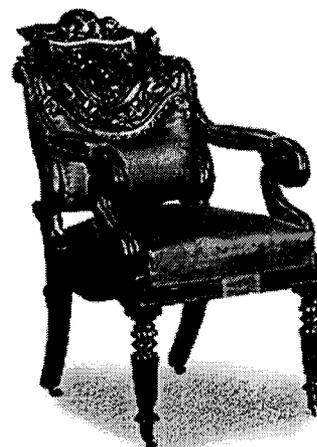
Paris, France

Rue Madame

Paris, France

Rue Monceau

Paris, France



Fauteuil de Louis-Joseph Papineau, alors qu'il était orateur de l'Assemblée, Musée canadien des civilisations, Gatineau

Complément d'information

Nous avons décidé de traiter ici du père et du fils Papineau en un seul et même bloc, car leur résidence principale est la même : le 440, rue Bonsecours, à Montréal. Connue de nos jours sous le nom de Maison Papineau, la résidence a été restaurée et bénéficie de la protection que lui confère son classement en tant que lieu historique.

La seconde résidence qui a marqué l'existence de la famille Papineau est le Manoir Papineau, au 500, rue Notre-Dame, Montebello. Situé sur l'ancienne seigneurie de la Petite-Nation, propriété de Joseph (1801-1817) puis de Louis-Joseph (1817-1871) Papineau, le manoir est aujourd'hui exploité par Parcs Canada qui en a fait un lieu historique national. Restauré dans le respect de sa valeur patrimoniale, le manoir est ouvert au public et offre un panorama qui, semble-t-il, vaut le déplacement. Il n'y a donc pas lieu, en ce qui concerne messieurs Papineau, de suggérer une initiative de commémoration supplémentaire.

Toutefois, il existe une société historique dédiée au souvenir de Louis-Joseph Papineau. Celle-ci possède peut-être des informations supplémentaires sur les résidences de la famille Papineau, notamment sur la maison Fortin où elle aurait vécu lors de la construction du manoir seigneurial.

Louis-Victor Sicotte⁵⁰ (1812-1889)



Né à Boucherville le 6 novembre 1812, baptisé sous le nom de Louis Cicot dans la paroisse Sainte-Famille-de-Boucherville le 7 novembre 1812, décédé à Saint-Hyacinthe le 5 septembre 1889, inhumé dans le caveau de l'église Notre-Dame-du-Rosaire le 9 septembre 1889.

Fils de Toussaint Cicot et de Marguerite Gauthier dit Saint-Germain, époux de Marguerite-Émélie Starnes (paroisse Notre-Dame-du-Rosaire, Saint-Hyacinthe, le 7 novembre 1837).

Député de la circonscription de Saint-Hyacinthe (1851-1863); conseiller exécutif (1853; 1857-1858; 1862-1863); commissaire des Terres de la couronne (1853; 1857-1858); orateur de l'Assemblée (1854-1857); commissaire des Travaux publics (1858-1859); premier ministre du Canada-Uni (1862-1863); procureur général du Bas-Canada (1862-1863); juge puîné de la Cour supérieure (1863-1887).

Après ses études au Petit Séminaire de Saint-Hyacinthe (1822-1829), il fait l'apprentissage du droit chez Dominique Mondelet, Louis-Hippolyte La Fontaine et Norbert Dumas. Admis au Barreau en 1838, il s'établit dès lors à Saint-Hyacinthe pour exercer sa profession d'avocat.

Député de Saint-Hyacinthe (1851-1863), il fait partie du ministère Hincks-Morin en tant que conseiller exécutif et commissaire des Terres de la couronne (17 au 26 août 1853). Il occupe aussi ces deux postes, pour une journée seulement, dans le ministère Taché-Macdonald, le 25 novembre 1857. Élu orateur de l'Assemblée le 5 septembre 1854, il démissionne le 25 novembre 1857. Dans le ministère Macdonald-Cartier, il reprend les postes de conseiller exécutif (26 novembre 1857-29 juillet 1858) et de commissaire des Terres de la couronne (26 novembre 1857-1^{er} août 1858). Déclinant l'occasion de participer au ministère Brown-Dorion, il s'intègre toutefois au sein de celui de Cartier et Macdonald en tant que conseiller exécutif (6 août-24 décembre 1858) et commissaire des Travaux publics (nommé le 7 août 1858) Démissionnant de ce dernier poste le 10 janvier 1859, il forme un ministère avec John Sandfield Macdonald et devient conseiller exécutif et procureur général du Bas-Canada (24 mai 1862-15 mai 1863).

⁵⁰ Andrée DÉSILETS, « Sicotte, Louis-Victor », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, op. cit., page consultée le 31 mai 2004; Bibliothèque de l'Assemblée nationale, op. cit., p. 698-699.

C'est le 5 septembre 1863 qu'il quitte son siège de député suite à sa nomination en tant que juge puîné de la Cour supérieure pour le district de Saint-Hyacinthe. Il se retire le 7 novembre 1887, près de deux ans avant sa mort, le 4 septembre 1889.

Impliqué, notamment en tant que secrétaire-trésorier et cofondateur, au sein de la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, à l'origine du choix du 24 juin pour la fête nationale des Canadiens-français, et partie prenante du groupe des jeunes Patriotes. Il n'a toutefois pas pris part à la rébellion des années 1837-1838. Nommé conseiller de la reine (1854), il avait également été lieutenant dans le premier bataillon de milice de Saint-Hyacinthe.

Les résidences de Louis-Victor Sicotte⁵¹

Louis-Victor Sicotte est né à Boucherville en 1812. La maison natale n'a pas été retracée.

Entre 1822 et 1829, il étudie au Séminaire de Saint-Hyacinthe. Nous pouvons supposer qu'il y était pensionnaire, mais nous n'en n'avons pas obtenu la confirmation.

Entre 1829 et 1838, on ne peut pas dire avec certitude où il demeurait. Toutefois, on sait qu'entre 1832 et 1838, il a vécu quelques années à Montréal, car il était commis chez Larocque, Bernard et Cie, une maison de commerce de l'endroit. De plus, en 1837, lorsqu'il épouse Marguerite-Émélie Starnes, il déclare demeurer à Montréal.

En 1838, lorsqu'il s'installe à Saint-Hyacinthe, il ouvre son bureau d'avocat sur la rue Saint-Antoine. Il demeurera dans cette ville jusqu'à son décès en 1889.

La consultation des annuaires de l'époque nous permet de le retrouver, entre 1857 et 1858, vivant dans la paroisse de Saint-Hyacinthe, au nord-ouest de la rivière Yamaska. Toutefois, il n'y a pas de mention plus précise quant à son lieu de résidence.

Vers 1862, nous savons que le juge Sicotte se fait bâtir une demeure de brique tout près du ruisseau Plein Champ, sur la rive nord de la rivière Yamaska. Bien que la demeure ait des allures

⁵¹ Andrée DÉSILETS, « Sicotte (Cicot), Louis-Victor (baptisé Louis) », *op. cit.*; Raoul BERGERON, *Tant de choses à dire...*, 1998, p. 55-58; Charles-Philippe CHOQUETTE, *Histoire de la ville de Saint-Hyacinthe*, Saint-Hyacinthe, Richer et fils, 1930, p. 258-259; *Lovell's Province of Quebec Directory*, Montréal, J. Lovell, 1871; *Lovell's Canadian Dominion Directory*, Montréal, J. Lovell, 1871; *The Canada Directory*, Montréal, J. Lovell, 1858.

plutôt somptueuses, elle se dégrade rapidement, à un point tel, que M. Sicotte doit l'abandonner et trouver à se loger ailleurs. L'emplacement où se trouvait cette demeure fait aujourd'hui partie du terrain de golf du Club de Golf Saint-Hyacinthe, fondé en 1929 et situé au 3840, boulevard Sir-Wilfrid-Laurier.

Les annuaires nous apprennent également qu'en 1871, M. Sicotte demeurait sur la rue Girouard, toujours à Saint-Hyacinthe. Si l'on fait un recoupement entre l'emplacement de sa résidence près du ruisseau Plein Champ et la rue Girouard, il est fort probable qu'il s'agisse là du même lieu de résidence. Toutefois, nous n'en n'avons pas obtenu la confirmation. Nous avons également découvert une information qui peut ici expliquer la résidence sur la rue Girouard, puisque le juge Sicotte aurait vécu dans la maison occupée plus tôt par le second maire de Saint-Hyacinthe, le juge Maurice Laframboise. Cette maison, située sur la rue Girouard⁵², pourrait être celle dont parlent les annuaires, ce qui écarterait celle du ruisseau Plein Champ.

Le 20 janvier 1871, Louis-Victor Sicotte achète un terrain de deux arpents sur la rive sud de la rivière Yamaska, entre celle-ci et le chemin public (aujourd'hui il s'agit de la rue Saint-Pierre Ouest, la maison se situant au numéro 2400). Le terrain ne comporte alors aucun bâtiment. C'est donc Sicotte qui y fait construire une grande maison de pierre, de style victorien. Il n'y habite pas de nombreuses années, puisque le 5 octobre 1880, il vend le tout à James Robert Foster⁵³. Cette maison, d'abord appelée « Maison Sicotte » existe toujours et elle appartient à des particuliers qui l'ont convertie en résidence pour personnes âgées du nom de « Le Château Maska inc. ».

Nous savons que lorsqu'il décède en 1889, il vit dans la maison qu'occupera plus tard l'avocat J.-B. Blanchet. Nous n'avons pas retracé cette résidence à ce jour.

⁵² Elle a malheureusement été démolie en 1967.

⁵³ La maison a ensuite appartenu à Cléophas Pagnuelo (1882-1897), à Hector Pagnuelo (1897-1906), au Syndicat Kent & Turcotte (1906-1910), à la Consideration Life Ass. (1910-1917), à Paul (1917-1925) puis Louis (1925-1929) Payan, à Emerson Fee (1929-1940), à Robert St-Germain (1940-1945), à Victor Chabot (1945-1965), à Jean-Paul Poirier (1965-1973) puis à Thérèse Chapdelaine-Saint-Pierre (1973-1988). Les propriétaires actuels sont Mario et Francine Gadbois (1988-).

Résidences retracées

➤ Résidence principale

Maison Sicotte
2400, rue Saint-Pierre Ouest
Saint-Hyacinthe (Québec)

➤ Autres résidences

Maison du ruisseau Plein-Champ (n'existe plus)
3840, boulevard Sir-Wilfrid-Laurier
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 3T9

Rue Girouard
Saint-Hyacinthe (Québec)

Complément d'information

Le cas de Louis-Victor Sicotte nous laisse perplexes, car nous ne sommes pas parvenus à retracer une résidence qui, selon nous, serait significative dans la vie du personnage. Nous avons bien découvert la Maison Sicotte, au 2400, rue Saint-Pierre Ouest, à Saint-Hyacinthe, mais le juge Sicotte n'y aurait résidé que du début des années 1870 à 1880, année où il vend son terrain et la résidence à James Robert Foster.

Nous avons toutefois découvert que Louis-Victor Sicotte aurait vécu dans une maison de la rue Girouard, et qu'il y était d'ailleurs décédé. Les recherches futures viendront peut-être éclairer cet aspect de la question, permettant une réflexion alors plus approfondie sur la commémoration éventuelle des lieux de résidence de ce personnage.

Étienne-Paschal Taché⁵⁴ (1795-1865)



Né à Saint-Thomas de Montmagny le 5 septembre 1795, baptisé dans la paroisse du même nom le jour de sa naissance, décédé au même endroit le 30 juillet 1865.

Fils de Charles Taché et de Geneviève Michon, époux de Sophie Baucher dit Morency (paroisse Notre-Dame de Québec le 18 juillet 1820), père d'Eugène-Étienne Taché.

Député de la circonscription de L'Islet (1841-1846); membre du Conseil exécutif (1848-1857; 1864-1865); commissaire des Travaux publics (1848-1849); conseiller législatif (1848-1865) et président du Conseil législatif (1856-1857); receveur général (1849-1856; 1864-1865); premier ministre du Canada-Uni (1855-1857; 1864-1865); commissaire des Terres de la couronne (1857)

Débute ses études au Petit Séminaire de Québec, mais doit les interrompre pour servir dans la milice (1812). À l'époque, il sert en tant qu'enseigne dans le 5^e bataillon des milices incorporées puis en tant que lieutenant dans le corps des Chasseurs canadiens. S'initiant à la médecine dans le cadre militaire, il poursuit dans cette voie à son retour de la guerre auprès de Pierre Fabre, médecin à Québec. L'absence d'école de médecine au Bas-Canada l'oblige à terminer sa formation à Philadelphie. Reçu médecin le 18 mars 1819, il s'établit à Saint-Thomas de Montmagny pour y pratiquer sa profession jusqu'en 1841. En 1831, il est élu au Bureau d'examineurs en médecine du district de Québec. En 1837, il organise l'assemblée des patriotes qui se tient le 29 juin à Montmagny.

Élu député de L'Islet (8 avril 1841- 1^{er} juillet 1846) puis nommé adjudant général adjoint de la milice du Bas-Canada (1^{er} juillet 1846-11 mars 1848). Le 11 mars 1848, il entre au Conseil exécutif. Il y demeure jusqu'au 25 novembre 1857. Faisant d'abord partie des ministères La Fontaine-Baldwin, Hincks-Morin et MacNab-Morin, il en vient à en former un avec Allan Napier MacNab (1855) puis John Alexander Macdonald (1856). Il est ensuite commissaire des Travaux publics (11 mars 1848-26 novembre 1849), receveur général (27 novembre 1849-23 mai 1856) et commissaire des Terres de la couronne (16 juin-25 novembre 1857). Le 20 novembre 1857, il démissionne de son poste de chef du gouvernement. Par la suite, il est amené à former

⁵⁴ Andrée DÉSILETS, « Taché, sir Étienne-Paschal », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, *op. cit.*, page consultée le 31 mai 2004; Bibliothèque de l'Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 715-716.

un ministère avec John Alexander Macdonald (30 mars 1864). Ce ministère défait en Chambre le 14 juin 1864 n'est pas dissout, mais plutôt remanié (juin 1864). Il y est conseiller exécutif et receveur général, et ce jusqu'à son décès en juillet 1865.

Il est également membre du Conseil des commissaires de chemin de fer (30 août 1851-23 mai 1856) et représentant du gouvernement au conseil d'administration du Grand Tronc (20 novembre 1852-28 juillet 1857). Nommé au Conseil législatif (23 mai 1848), il en assume la présidence du 19 avril 1856 au 25 novembre 1857. Il avait présidé la conférence de Québec (octobre 1864) et été fait chevalier (1858).

Les résidences d'Étienne-Paschal Taché⁵⁵

Étienne-Paschal Taché est né dans la paroisse Saint-Thomas de Montmagny, en 1795. Sa maison natale n'a pas été retracée.

Reçu médecin en 1819, il retourne à Montmagny où il s'installe afin de pratiquer sa profession. En 1821, le jeune Taché achète un terrain d'Abraham Durant, dans le but de se faire construire une résidence. C'est vers 1825-1826 que les travaux s'effectuent et que la demeure est érigée. Située à l'époque au 6-8, rue Sainte-Marie, la résidence de M. Taché porte aujourd'hui le nom de Maison Sir-Étienne-Paschal-Taché et porte le numéro 37. Classée monument historique en 1962 puis Lieu historique national du Canada en 1996, la maison Taché est désormais administrée par Parcs Canada⁵⁶, qui en a fait un centre d'interprétation de la vie du personnage⁵⁷, mais également un centre culturel régional où se déroulent de nombreuses expositions à saveur locale.

⁵⁵ *Cherrier & Kirwin's Quebec and Levis Directory for 1862-63*, Montréal, Cherrier & Kirwin, 1863; *McLaughlin's Quebec Directory*, Québec, S. McLaughlin, 1855; <http://www.mcc.gouv.qc.ca/region/12/pamu/biens-culturels/maison-tache.htm>; Commission des biens culturels du Québec, *op. cit.*, Tome 1, p. 378; Rodolphe FOURNIER, *op. cit.*, 1980, p. 163 et 187; Jean-Marie LEBEL, *op. cit.*, 1999, p.7-8; ANQ-Q, Actes notariés, Greffe de Louis-Amédée Beaubien, 7 octobre 1865.

⁵⁶ La résidence demeure la propriété de la famille Taché jusqu'en 1884, alors qu'elle est vendue à M. Édouard Lavergne. Les descendants de M. Lavergne la vendent en 1929 à M. Antoine Létourneau. En 1930, la résidence subit des modifications afin d'être transformée en deux logements distincts. Toutefois, ces rénovations sont réalisées de manière à être éventuellement réversibles, les exécutants prenant alors conscience de la valeur potentielle de la résidence. Les héritiers de M. Létourneau se départissent de la maison en 1939 au profit de Mme Anne-Marie Kirouac et M. Philippe Michaud qui en demeurent propriétaires jusqu'en 1969, année où la résidence est vendue à Mme Rita Michaud et M. Robert Proulx. Ce n'est qu'en 1990 que la Ville de Montmagny achète la résidence. Des travaux entrepris en 1995-1996 ont redonné à la résidence l'aspect qu'elle avait lorsqu'Étienne-Paschal Taché y résidait.

⁵⁷ L'exposition permanente présentant l'œuvre d'Étienne-Paschal Taché s'intitule *Une vie de dévouement*. Les guides-interprètes proposent aux visiteurs un bref historique de la vie du personnage, mais également un résumé

Dès sa construction, la résidence du docteur Taché présente de grandes dimensions. À l'origine, la résidence présente un bâtiment principal de forme plutôt carrée, l'intérieur étant éclairé par de nombreuses fenêtres. Un peu avant 1858, M. Taché entreprend un agrandissement de sa demeure, lui conférant dès lors une forme rectangulaire s'étendant sur soixante pieds de longueur par quarante de profondeur. C'est également au moment de ces rénovations que la grande véranda ainsi que la tour située à l'angle nord-ouest sont construites⁵⁸. C'est ainsi que la maison était du vivant d'Étienne-Paschal Taché.

La volonté de se conformer à la symétrie dans la construction est si présente chez les Taché que, pour respecter ce principe, Étienne-Paschal fait réaliser deux fausses fenêtres dans sa tour nord-ouest. Voulant lui aussi se conformer aux exigences de la symétrie, Eugène-Étienne, le fils d'Étienne-Paschal, fait construire vers 1881 une seconde tour qui, située à l'angle nord-est et présentant les mêmes caractéristiques que la tour nord-ouest, vient compléter l'ensemble formé par la résidence, telle que nous la voyons aujourd'hui.



Maison Sir-Étienne-Paschal-Taché, 37, Sainte-Marie, Montmagny



8-10, Sainte-Famille, Québec

Les exigences de la vie politique amènent M. Taché à se rendre souvent à Québec. Entre 1855 et 1857, lors de ses séjours dans la capitale, Étienne-Paschal Taché demeure au 10, rue Sainte-Famille. Cette résidence existe encore de nos jours et occupe les numéros 8 et 10 de la rue Sainte-Famille. Construite en 1849, la maison eut comme premier propriétaire Benjamin Lévesque, qui l'avait fait construire à des fins locatives.

Lors de son dernier mandat politique, entre 1864 et 1865, Taché vivait vraisemblablement chez son fils Eugène-Étienne. Ce dernier

des caractéristiques de la résidence. De plus, ils présentent les différents objets ayant appartenu à la famille Taché qui sont toujours exposés dans la demeure.

⁵⁸ C'est ainsi que la maison était du vivant d'Étienne-Paschal Taché. La seconde tour n'a été construite que plus tard, par son fils Eugène-Étienne.

possédait une résidence au 52, rue Sainte-Ursule. Bien que les séjours à Québec de M. Taché soient alors de plus en plus rares, puisqu'il était malade et qu'il préférait demeurer à Montmagny, il semble que, lors de ses séjours à Québec, il résidait chez son fils. La résidence existe toujours, à la même adresse.

C'est dans sa demeure de Montmagny qu'il décède, le 30 juillet 1865. Il vivait à cet endroit depuis le début des années 1820.

Résidences retracées

- Résidence principale
37, avenue Sainte-Marie
Montmagny (Québec) G5V 2R6
- Résidences à Québec
8-10, rue Sainte-Famille
Québec (Québec) G1R 4K8
- 52, rue Sainte-Ursule
Québec (Québec) G1R 4E2



52, Sainte-Ursule, Québec

Complément d'information

La résidence principale d'Étienne-Paschal Taché est située à Montmagny, au 37, rue Sainte-Marie. La résidence, classée sous le nom de Maison Sir-Étienne-Paschal-Taché, bénéficie des ressources de Parcs Canada qui y exploite un centre d'interprétation de l'époque de M. Taché, tant sous la période précédant son entrée en politique active, alors qu'il est médecin exerçant dans la région de Montmagny, qu'à l'époque où il est chef de gouvernement.

Nous avons toutefois découvert que, lorsqu'il devait siéger à Québec, M. Taché résidait au 8-10 de la rue Sainte-Famille. Bien que cela revête une certaine importance dans le parcours du personnage, nous n'irions pas jusqu'à suggérer une quelconque commémoration à cet endroit. Par ailleurs, nous avons une opinion différente en ce qui concerne la résidence du 52, rue Sainte-Ursule, toujours à Québec. C'est dans cette résidence, appartenant à son fils Eugène-Étienne, que M. Taché logeait lors de son dernier mandat, entre 1864 et 1865. La commémoration de cette

résidence pourrait toucher à deux personnages importants de l'histoire politique du Québec, à savoir Étienne-Paschal Taché, chef de gouvernement sous l'Union, mais également Eugène-Étienne, architecte connu dans la vieille capitale, notamment pour la réalisation de l'Hôtel du Parlement, bâtiment toujours admiré de nos jours.

Denis-Benjamin Viger⁵⁹ (1774-1861)



Né à Montréal le 19 août 1774, baptisé le lendemain dans la paroisse Notre-Dame, décédé à Montréal le 13 février 1861, inhumé dans le cimetière Notre-Dame-des-Neiges le 18 février 1861.

Fils de Denis Viger et de Périne-Charles Cherrier, époux de Marie-Amable Foretier (église Notre-Dame de Montréal le 21 novembre 1808), cousin de Louis-Joseph Papineau et de Côme-Séraphin Cherrier.

Député de Montréal-Est (1796-1800), de Montréal-Ouest (1808-1810), de Leinster (1810-1816), de Kent (1816-1829), de Richelieu (1841-1844) et de Trois-Rivières (1845-1847); conseiller législatif (1829-1838; 1848-1858); agent de l'Assemblée (1831); premier ministre du Canada-Uni (1843-1846); membre (1843-1846) et président (1843-1844) du Conseil exécutif.

Faisant d'abord ses classes au collège Saint-Raphaël à Montréal (à partir de 1776), il fait ensuite son apprentissage du droit chez Louis-Charles Foucher, Joseph Bédard, et enfin Jean-Antoine Panet. Reçu avocat le 9 mars 1799, il s'oriente très tôt vers la politique active.

Débute en politique en tant que député de Montréal-Est, circonscription qu'il représente entre 1796 et 1800. Par la suite, il est élu député de Montréal-Ouest (1808-1810), Leinster (1810-1816) puis Kent (1816-1829). En mars 1828, il fait partie de la délégation se rendant en Angleterre pour y porter des demandes de réformes. Il est aussi nommé conseiller législatif (30 novembre 1829-27 mars 1838) et agent de l'Assemblée en Angleterre (28 mars 1831).

Les troubles des années 1837-1838 le touchent d'assez près puisque, profondément impliqué dans l'ancien Parti canadien, devenu le Parti patriote en 1826, il devient, lors de cette période mouvementée, l'un des chefs de ce parti révolutionnaire. Son implication lui vaut d'ailleurs d'être emprisonné, du 4 novembre 1838 au 16 mai 1840.

De retour en politique en 1841, il est élu député de la circonscription de Richelieu. Chef antiunioniste, il fait alors partie du groupe canadien-français. Il est appelé à former un ministère

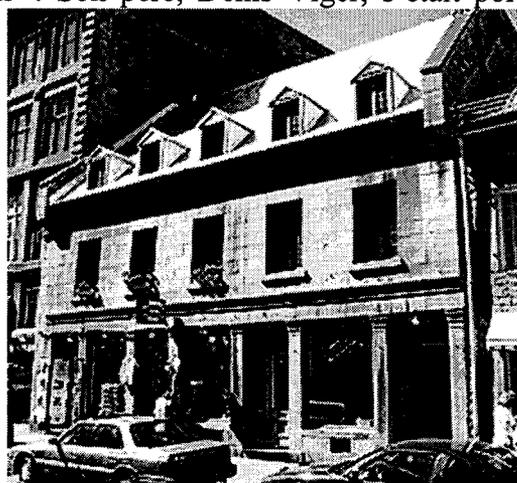
⁵⁹ Fernand OUELLET et André LEFORT, « Viger, Denis-Benjamin », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, *op. cit.*, page consultée le 31 mai 2004; Bibliothèque de l'Assemblée nationale, *op. cit.*, p. 768-769.

avec William Henry Draper le 7 décembre 1843. Nommé au Conseil exécutif (12 décembre 1843), il en assume également la présidence (12 décembre 1843 ou 7 octobre 1844) jusqu'à sa démission (17 juin 1846). Défait aux élections de 1844, il parvient toutefois à être élu pour représenter la circonscription de Trois-Rivières (14 juillet 1845), mais il démissionne le 6 décembre 1847. Nommé conseiller législatif en février 1848, alors qu'il a 73 ans, il se désintéresse de ses fonctions publiques, ce qui lui fait perdre son poste (17 mars 1858) pour raison d'absentéisme.

Il s'éteint à Montréal, le 13 février 1861, et ne laisse aucune descendance, sa fille unique étant décédée prématurément en 1814⁶⁰.

Les résidences de Denis-Benjamin Viger⁶¹

Denis-Benjamin Viger naît à Montréal en 1774, dans la maison paternelle sise sur la rue Saint-Paul Est, au coin de la rue Saint-Vincent, à Montréal⁶². Son père, Denis Viger, s'était porté acquéreur d'une partie du terrain le 30 août 1768, pour ensuite acquérir le reste du lot le 16 février 1775. Le terrier établissant Viger comme propriétaire date toutefois du 3 février 1781. La maison a probablement été bâtie par son propriétaire, menuisier de son état, aucun document plus significatif n'ayant été découvert à ce sujet. Bien que la maison d'origine ait été détruite, les archives indiquent qu'une construction de pierre existe au coin des rues Saint-Paul et Saint-Vincent en 1772.



Maison La Minerve, 161-163, Saint-Paul, Montréal (la maison natale aurait été à gauche)

⁶⁰ C'est donc son cousin, Côme-Séraphin Cherrier, qui hérite de l'ensemble de ses biens à son décès.

⁶¹ *Vieux-Montréal : Site officiel*; Guy PINARD, *op. cit.*, Tome 2, p. 314-319; Guy PINARD, *Montréal : Son histoire, son architecture*, Tome 4, Montréal, Les Éditions du Méridien, 1991, p. 256-265; Commission des biens culturels du Québec, *op. cit.*, Tome 2, p. 42-45; *The Canada Directory*, Montréal, J. Lovell, 1858; *An Alphabetical List of the Merchants, Traders and Housekeepers Residing in Montreal*, Montréal, James Lane, 1820; *The Montreal Directory*, Montréal, Lovell & Gibson/R.W.S. Mackay, 1844, 1845; *The Montreal Directory*, Montréal, s.n., 1852; *The Montreal Directory*, Montréal, R.W.S. MacKay, 1854; E.-Z. MASSICOTTE, « Les demeures de Denis-Benjamin Viger », *Bulletin des recherches historiques*, volume 47, Lévis, A. Roy, 1941, p. 269-275; Rodolphe FOURNIER, *op. cit.*, 1974, p. 123-124.

⁶² En fait, la maison natale de M. Viger serait voisine du 161-163, rue Saint-Paul Est, emplacement occupé par la Maison La Minerve (dont nous traiterons plus loin).

Le 5 mars 1800, le père de Denis-Benjamin engage le maçon André Auclair afin qu'il construise une maison plus grande, jouxtant la précédente. Cette nouvelle construction de pierre est aujourd'hui connue sous le nom de Maison La Minerve ou Maison Denis-Viger. Mesurant douze mètres de façade sur dix de profondeur, elle comporte deux étages et demi : sous-sol, rez-de-chaussée, étage et combles. Maison représentant parfaitement la maison urbaine québécoise de l'époque, elle présente un toit à deux versants, à revêtement de feuilles d'aluminium en forme de losanges. Elle comporte également une cheminée double ainsi que cinq lucarnes, à l'image des fenêtres de l'étage. Denis Viger n'habite cette maison que deux ans, la louant ensuite à des marchands. À son décès le 16 juin 1805, il lègue cette propriété à sa veuve qui la laisse en héritage à son fils, Denis-Benjamin, ce dernier en étant propriétaire de 1823 à 1861⁶³. En mai 1967, le Gouvernement du Québec classait la résidence lieu historique.

Propriétaire de 1823 jusqu'à son décès, Denis-Benjamin ne semble pas avoir habité la maison. Ce constat n'est certes pas surprenant quand on connaît sa propension à investir dans les propriétés foncières. Toutefois, la résidence est constamment au cœur des activités urbaines de Montréal, ayant eu comme locataires des marchands, boutiquiers et imprimeurs. Sans héritier, Viger lègue cette maison, ainsi que toutes ses autres possessions, à son cousin Côme-Séraphin Cherrier. En 1966, la maison est ravagée par un incendie, mais le propriétaire d'alors entreprend sa reconstruction à partir des murs de pierre en 1967. Classée monument historique le 19 mai 1967 par le Gouvernement du Québec, elle abrite aujourd'hui des boutiques et bureaux.



Maison du Patriote, 165-169, Saint-Paul, Montréal

La voisine de la Maison La Minerve est la Maison du Patriote, située plus précisément au 165-169, rue Saint-Paul Est. Cette maison, vraisemblablement construite en 1814, appartenait à l'origine à Perrine Cherrier-Viger, la mère de Denis-Benjamin. Ce dernier hérite de la résidence au décès de sa mère, mais, comme pour la Maison La Minerve, il ne semble pas qu'il y ait jamais vécu. Construite en pierre

calcaire et comportant deux étages en plus des combles, elle est de dimensions plus petites que la Maison La Minerve et arbore un toit à deux versants avec revêtement de tôle. La Maison du Patriote est classée monument historique de puis 1965.

⁶³ Il est à noter que Denis-Benjamin n'a jamais habité la Maison Denis Viger.

Toute sa vie, Denis-Benjamin Viger vivra à Montréal. Dans les premières années de son mariage, il vivait dans une maison ayant appartenu à son père. Réputée comme étant peinte en jaune, la résidence se trouvait à l'emplacement de ce que l'on connaît plus tard comme le Square Viger. Par la suite, il s'installe sur la rue Notre-Dame, près de Bonsecours. Il change de résidence quelques années plus tard, mais il demeure sur la rue Notre-Dame.

La résidence principale de Denis-Benjamin Viger se trouvait donc vraisemblablement sur la rue Notre-Dame, toujours à Montréal. Les annuaires que nous avons consultés font état des numéros civiques 8 (en 1820), 7 (1843-1845; 1852; 1854), et enfin 13 (1857-1858)⁶⁴. De plus, selon les indications contenues dans les *Souvenirs de jeunesse* d'Amédée Papineau, nous supposons que la demeure de M. Viger se trouvait, sur Notre-Dame, au coin de la rue Gosford⁶⁵. Aujourd'hui, la maison aurait disparue, remplacée par les constructions plus modernes. D'autres sources disent que la maison de M. Viger, sur Notre-Dame, se situait « à l'est de l'immeuble qui fut le second hôtel Donegana, puis l'hôpital Notre-Dame.⁶⁶ » C'est dans cette résidence que son épouse décède en 1854 et que lui-même meurt en 1861. Nous n'avons pas retracé l'emplacement exact des deux résidences de la rue Notre-Dame, mais nous savons avec certitude qu'elles n'existent plus aujourd'hui.

Il semble également que Denis-Benjamin Viger ait possédé une résidence de campagne sur la rue Saint-Denis, au coin de La Gauchetière. Selon nos sources, la maison aurait été démolie en 1850⁶⁷. Toutefois, c'est dans son manoir de l'île Bizard que Denis-Benjamin Viger passe la majorité de ses week-ends, à partir de 1843. Après une âpre lutte juridique qui trouve son dénouement en faveur de Denis-Benjamin en 1842, ce dernier hérite de la seigneurie de l'Île Bizard, propriété de son défunt beau-père. En 1843, il fait construire un manoir à cet endroit. La construction, s'apparentant plutôt à la résidence d'été, s'inscrit dans la tradition des résidences de villégiature des riches citadins de l'époque. Construite en pierre de taille bouchardée, la résidence est presque carrée, mesurant environ quarante-quatre pieds de façade sur plus de quarante-deux de profondeur.

Bien qu'habité uniquement le week-end par son propriétaire, le manoir n'en demeure pas moins un haut lieu de l'*intelligentsia* montréalaise qui s'y rassemble fréquemment pour discuter des

⁶⁴ Voir Gérard PARIZEAU, *La vie studieuse et obstinée de Denis-Benjamin Viger*, Montréal, Fides, 1980, p. 299-300. L'auteur explique le problème posé par les numéros civiques qui diffèrent dans les annuaires, et avoue ne pouvoir préciser davantage l'emplacement des résidences de M. Viger.

⁶⁵ Amédée PAPINEAU, *op. cit.*, p. 54-55.

⁶⁶ Gérard PARIZEAU, *op. cit.*, p. 299.

⁶⁷ Amédée PAPINEAU, *op. cit.*, p. 61.

questions de l'heure. Les Louis-Joseph Papineau, Ludger Duvernay, Louis-Hippolyte La Fontaine et Augustin-Norbert Morin ne sont que quelques-uns des illustres invités du maître des lieux, et ils témoignent de la teneur des rencontres qui s'y déroulaient. De nos jours, le manoir Denis-Benjamin-Viger est le seul manoir de type seigneurial existant sur le territoire de la nouvelle Ville de Montréal; il a été classé monument historique en 2001.

Résidences retracées :

➤ Maison natale (n'existe plus)

Rue Saint-Paul Est, coin Saint-Vincent
Montréal (Québec)

➤ Résidence principale (n'existe plus)

Rue Notre-Dame
Montréal (Québec)

➤ Autres résidences

376, chemin Cherrier Ouest
L'Île-Bizard, (Québec) H9C 1E7

Maison La Minerve ou Maison Viger

161-163, rue Saint-Paul Est
Montréal (Québec) H2Y 1G8

Il est propriétaire de cette maison de 1823 à 1861, mais il ne l'habite jamais, celle-ci servant à des fins locatives.

Maison du Patriote

165-169, rue Saint-Paul Est
Montréal (Québec) H2Y 1G8

Il serait propriétaire de cette maison de 1823 à 1861, mais il ne semble pas qu'il l'ait habitée.

359, Place Royale

Montréal (Québec) H2Y 2V3

Il est propriétaire de cet immeuble de 1814 à 1861, mais il ne l'habite jamais, l'ayant fait construire à des fins locatives.

Complément d'information

Important propriétaire foncier du Vieux-Montréal, Denis-Benjamin Viger semble avoir toujours vécu dans le quartier de son enfance, où lui-même et d'autres membres de sa famille, notamment sa mère, possédaient nombre d'immeubles et d'îlots d'habitation tout au long du 19^e siècle.

La résidence principale de M. Viger se situait vraisemblablement sur la rue Notre-Dame, dans le quartier de l'hôtel de ville, près de la rue Bonsecours. L'ambiguïté des sources d'époque nous empêche de situer avec exactitude l'emplacement de cette résidence, mais nous pouvons affirmer qu'elle n'existe plus, ayant fait place à des immeubles plus modernes à vocation principalement locative.

Nous avons toutefois exploré l'avenue offerte par le manoir que possédait Denis-Benjamin Viger, à l'Île Bizard (aujourd'hui au 376, chemin Cherrier). C'est à cet endroit que se retirait, aussi souvent qu'il le pouvait, le politicien montréalais. La valeur de cette résidence est rehaussée par les invités qui y séjournaient régulièrement : Louis-Joseph Papineau, Ludger Duvernay, Louis-Hippolyte La Fontaine, Côme-Séraphin Cherrier et tant d'autres personnages importants de la vie publique de l'époque séjournaient régulièrement au manoir où avaient lieu de longues soirées au cours desquelles on discutait, selon toute évidence, de politique et de gestion gouvernementale. D'un point de vue différent, le manoir Denis-Benjamin-Viger est aujourd'hui le seul manoir de l'époque seigneuriale existant toujours sur le territoire de l'actuelle Ville de Montréal. Une commémoration pourrait éventuellement être envisagée, afin de protéger ce lieu unique, témoin privilégié de notre histoire.

Bibliographie

1. Ouvrages

Archives de la province de Québec. *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec pour 1848-1949*. Québec, Ls-A. Proulx, Imprimeur de sa Majesté le Roi, 1949.

Archives nationales du Québec, Centre régional de la Mauricie – Bois-Francs. *Répertoire des marchés de construction et des actes de société des Archives nationales du Québec à Trois-Rivières, de 1760 à 1825*. Ottawa, Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, 1980. 258 p. Coll. *Histoire et archéologie*, 33.

BERGERON, Raoul. *Tant de choses à dire....* Saint-Hyacinthe, Raoul Bergeron, 1998.

BEST, Henry Bruce Macleod. *George-Étienne Cartier*. Université Laval, Thèse de doctorat, 1969. 2 volumes.

Bibliothèque de l'Assemblée nationale, *Dictionnaire des parlementaires du Québec, 1792-1992*. Sous la dir. de Gaston DESCHÊNES. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993. 859 p.

BUREAU, Pierre, *et. al.* *Boucherville : Répertoire d'architecture traditionnelle*. Québec, Direction générale du patrimoine, 1979. 287 p.

CHAMBERLAND, Michel. *Histoire de Montebello, 1815-1928*. Montréal, Imprimerie des Sourds-Muets, 1929. 410 p.

CHOQUETTE, Charles-Philippe. *Histoire de la ville de Saint-Hyacinthe*. Saint-Hyacinthe, Richer et fils, 1930. 551 p.

Commission des biens culturels du Québec. *Les chemins de la mémoire : Monuments et sites historiques du Québec*. Tome I. Québec, Les Publications du Québec, 1990. 540 p.

Commission des biens culturels du Québec. *Les chemins de la mémoire : Monuments et sites historiques du Québec*. Tome II. Québec, Les Publications du Québec, 1990. 565 p.

CÔTÉ, Louis-Marie, *et. al.* *Les maires de la vieille capitale*. Québec, Société historique de Québec, 1980. 117 p.

Dictionnaire biographique du Canada en ligne. Ottawa, Archives nationales du Canada / Bibliothèque nationale du Canada, 2003.

FOURNIER, Rodolphe. *Lieux et monuments historiques du sud de Montréal*. Saint-Jean, Les Éditions du Richelieu Ltée, 1970. 199 p.

- FOURNIER, Rodolphe. *Lieux et monuments historiques de l'île de Montréal*. Saint-Jean, Les Éditions du Richelieu Ltée, 1974. 303 p.
- FOURNIER, Rodolphe. *Lieux et monuments historiques de Québec et environs*. Québec, Éditions Garneau, 1976. 339 p.
- FOURNIER, Rodolphe. *Lieux et monuments historiques de Trois-Rivières et environs*. Trois-Rivières, Les Éditions du Bien public, 1978. 287 p.
- FOURNIER, Rodolphe. *Lieux et monuments historiques du nord de Montréal*. Saint-Jean, Les Éditions du Richelieu Ltée, 1978. 261 p.
- FOURNIER, Rodolphe. *Lieux et monuments historiques de l'est du Québec*. Montréal, Éditions Paulines, 1980. 355 p.
- FOURNIER, Rodolphe. *Lieux et monuments historiques de l'ouest du Québec et d'Ottawa*. Montréal, Éditions Paulines, 1982. 307 p.
- LAMARCHE, Jacques. *Au cœur de la Petite-Nation : Le Château Montebello*. S.l., Les Éditions de la Petite-Nation, 1984. 150 p.
- LAUZON, Gilles, dir. *L'histoire du Vieux-Montréal à travers son patrimoine*. Sainte-Foy, Les Publications du Québec, 2004. 292 p.
- LEBEL, Jean-Marie. *Le Vieux-Québec : Guide du promeneur*. Sillery, Septentrion, 1997. 338 p.
- LEBEL, Jean-Marie. *Les lieux de résidence et d'inhumation des premiers ministres du Canada-Uni et du Québec à Québec*. Québec, Commission de la capitale nationale, 1999. p. 1-11.
- OUELLET, Fernand. *Le Bas-Canada, 1791-1840 : Changements structuraux et crise*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976. 541 p.
- PAPINEAU, Amédée. *Souvenirs de jeunesse, 1822-1837*. Sillery, Septentrion, 1998. 134 p.
- PAPINEAU, Julie. *Une femme patriote : Correspondance 1823-1862*. Sillery, Septentrion, 1997. 518 p.
- Parcs Canada. *Parc historique national Sir George-Étienne Cartier : Plan de gestion*. 1985. 38 p.
- PARIZEAU, Gérard. *La vie studieuse et obstinée de Denis-Benjamin Viger*. Montréal, Fides, 1980. 330 p.
- PARIZEAU, Gérard. *La seigneurie de Vaudreuil et ses notables au début du XIX^e siècle*. Montréal, Fides, 1984. 240 p.

PINARD, Guy. *Montréal : Son histoire, son architecture*. Montréal, Les Éditions La Presse, 1987. 345 p.

PINARD, Guy. *Montréal : Son histoire, son architecture*. Tome 2. Montréal, Les Éditions La Presse, 1988. 421 p.

PINARD, Guy. *Montréal : Son histoire, son architecture*. Tome 4. Montréal, Éditions du Méridien, 1991. 502 p.

ROY, Pierre-Georges. *La famille Panet*. Québec, J.-A.-K. Laflamme, 1906. 212 p.

SIGNAY, Joseph. *Recensement de la ville de Québec en 1818*. Québec, Société historique de Québec, 1976. 323 p.

SMITH, Frédéric. *Les résidences des premiers ministres du Québec*. Québec, Commission de la capitale nationale, 2002. 113 p.

TESSIER, Yves. *Ville de Québec : Guide historique et touristique de Québec*. Québec, La Société historique de Québec, 1996. 191 p.

2. Sites Internet

Centre Géoscientifique de Québec : www.cgq-qgc.ca
<http://www.cgq-qgc.ca/tous/geotour/websites.htm#site1>
<http://www.cgq-qgc.ca/tous/geotour/pierres.htm>
<http://www.cgq-qgc.ca/tous/geotour/texte2.htm#pierres>

Contactez-nous - Lieutenant-gouverneur du Manitoba : www.lg.gov.mb
<http://www.lg.gov.mb.ca/house/early/index.html>

Julie Bruneau Papineau : Une Canadienne-française exilée à Paris au milieu du 19^e siècle
http://recit-us.cspi.qc.ca/histoire/equip01/partie_1.htm
http://recit-us.cspi.qc.ca/histoire/equip01/partie_2.htm

Le Bilan du siècle – Université de Sherbrooke
<http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/photos/4657.html>

Maison Étienne-Paschal-Taché – Chaudière-Appalaches
<http://www.mcc.gouv.qc.ca/region/12/pamu/biens-culturels/maison-tache.htm>

Portail régional communautaire Inforoute Petite-Nation Outaouais: www.petite-nation.qc.ca
<http://www.petite-nation.qc.ca/patrimoine/histoire.html#histoire>
<http://www.petite-nation.qc.ca/patrimoine/manoir.html>

Vieux-Montréal : Site officiel: www.vieux.montreal.qc.ca

Maison Beaudoin :

http://www.vieux.montreal.qc.ca/inventaire/fiches/fiche_bat.php?id=0040-56-8210-02&mat=0040-56-8210

Maison Viger :

http://www.vieux.montreal.qc.ca/inventaire/fiches/fiche_bat.php?id=0040-66-3518-00&mat=0040-66-3518&per=3

359, place Royale :

http://www.vieux.montreal.qc.ca/inventaire/fiches/fiche_bat.php?id=0040-41-9798-00&mat=0040-41-9798&per=3

Maison du Patriote :

http://www.vieux.montreal.qc.ca/inventaire/fiches/fiche_bat.php?id=0040-65-4292-00&mat=0040-65-4292&per=3

Édifice Côte Séraphin Cherrier :

http://www.vieux.montreal.qc.ca/inventaire/fiches/fiche_bat.php?id=0040-66-0401-02&mat=0040-66-0401&per=3

Maison La Minerve :

http://www.vieux.montreal.qc.ca/inventaire/fiches/fiche_bat.php?id=0040-65-3581-00&mat=0040-65-3581&per=3

Maison Louis-Hippolyte-La Fontaine :

http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca/inventaire/fiche_bat.php?civique=&voie=0&est_ouest=&appellation=lafontaine&arrondissement=0&protection=0&lignes=25&type_requete=simple&id_bat=9939-02-5521-01&debut=0&

Maison Sir-George-Étienne Cartier :

http://www.vieux.montreal.qc.ca/inventaire/fiches/fiche_bat.php?id=0041-70-3025-01&mat=0041-70-3025&per=3
http://www.vieux.montreal.qc.ca/inventaire/fiches/fiche_bat.php?id=0041-70-3025-02&mat=0041-70-3025&per=3

Maison Papineau :

http://www.vieux.montreal.qc.ca/inventaire/fiches/fiche_bat.php?id=0040-68-7978-01&mat=0040-68-7978&per=3

Maisonnée Papineau – Cherrier (en 1785)

http://www.vieux.montreal.qc.ca/cgi-bin/cat/fiche_per.cgi?id=80

3. Annuaires

An Alphabetical List of the Merchants, Traders and Housekeepers Residing in Montreal.
 Montréal, James Lane, 1820.

Bennett's Quebec Directory. Québec, E.C. Bennett, 1877.

Cherrier & Kirwin's Quebec and Levis Directory. Montréal, Cherrier & Kirwin, 1863.
 ----- Québec, Cherrier & Kirwin, 1873.

Cherrier's Directory of Quebec and Levis. Québec, M.L.A.J. Cherrier, 1875.

Cherrier's Quebec Directory. Québec, A.B. Cherrier, 1874.

Henderson's Directory of the City of Winnipeg and Incorporated Towns of Manitoba. Winnipeg, J. Anderson, 1880.
----- 1886.

Hunter, Rose & Co.'s City of Ottawa Directory. Ottawa, Hunter, Rose & Co., 1870.

Irwin & Co.'s Directory of the City of Quebec, Levis, St. Sauveur, Three Rivers, Sorel.... S.I., W.H. Irwin, 1875.

Lovell's Canadian Dominion Directory. Montréal, J. Lovell, 1871.

Lovell's Montreal Directory. Montréal, Lovell, 1876.

----- 1877.
----- 1879.
----- 1882.
----- 1883.
----- 1884.
----- 1885.
----- 1888.
----- 1889.
----- 1890.
----- 1891.
----- 1892.
----- Montréal, J. Lovell, 1886.
----- 1887.

Lovell's Province of Ontario Directory. Montréal, J. Lovell, 1871.

Lovell's Province of Quebec Directory. Montréal, J. Lovell, 1871.

Mackay's Quebec Directory. Québec, R.W.S. Mackay, 1848.
----- 1849.

Mackay's Montreal Directory. Montréal, s.n., 1862.
----- Montréal, J. Lovell, 1864.
----- 1865.
----- 1866.
----- 1867.

McLaughlin's Quebec Directory. Québec, S. McLaughlin, 1855.
----- 1857.

Mitchell & Co.'s Canada Classified Directory. Toronto, Mitchell & Co., 1866.

Montreal Directory. Montréal, J. Lovell, 1869.

----- 1870.

----- 1872.

----- 1873.

----- 1874.

----- 1875.

Quebec Business Directory. Québec, s.n., 1854.

The Canada Directory. Montréal, J. Lovell, 1858.

The Directory for the city and suburbs of Quebec. Québec, W.Moore/Herald Printing Office, 1790.

The Montreal Directory. Montréal, Lovell & Gibson/R.W.S. MacKay, 1844.

----- 1845.

----- Montréal, s.n., 1852.

----- Montréal, R.W.S. MacKay, 1854.

The Quebec Directory. Québec, P. Lamoureux, 1859.

----- 1872.

The Quebec Directory, and City and Commercial Register. Montréal, s.n., 1848.

The Quebec Directory. Québec, Neilson and Cowan, 1822.

4. Articles (périodiques et journaux)

MASSICOTTE, E.-Z. « Les demeures de Denis-Benjamin Viger ». *Bulletin des recherches historiques*. Volume 47. Lévis, A. Roy, 1941. p. 269-275.

POTHIER, Philippe. « La maison Morin ». *Courrier de Saint-Hyacinthe*. Mercredi 5 février 1975, p. A10.

5. Archives

ANQ-Q, Actes notariés, Greffe de Michel-Amable Berthelot-Dartigny, 5 octobre 1779.

ANQ-Q, Actes notariés, Greffe de Joseph-Bernard Planté, 22 juillet 1796.

ANQ-Q, Actes notariés, Greffe de Roger Lelièvre, 11 avril 1814.

ANQ-Q, Actes notariés, Greffe de Charles-Denis Planté, 7 juillet 1831.

ANQ-Q, Actes notariés, Greffe d'Alexandre-Benjamin Sirois dit Duplessis, 26 février 1843.

ANQ-Q, Actes notariés, Greffe de Louis Panet, 9 juillet 1844.

ANQ-Q, Actes notariés, Greffe de Louis-Amédée Beaubien, 7 octobre 1865.

ANQ-Q, Actes notariés, Greffe de Philippe Huot, 24 novembre 1866.

ANQ-Q, État civil, Catholiques, Notre-Dame-de-Québec, 8 juin 1751.

ANQ-M, État civil, Catholiques, Notre-Dame-de-Montréal, 17 octobre 1752.

ANQ-Q, État civil, Catholiques, Saint-Charles (Charlesbourg), 14 septembre 1762.

ANQ-M, État civil, Catholiques, Saint-Denis-sur-Richelieu, 23 août 1779.

ANQ-Q, État civil, Catholiques, Notre-Dame-de-Québec, 7 octobre 1779.

ANQ-Q, État civil, Catholiques, Notre-Dame-de-Québec, 26 juillet 1796.

ANQ-Q, État civil, Catholiques, Notre-Dame-de-Québec, 31 décembre 1816.

ANQ-M, État civil, Catholiques, Notre-Dame-de-Montréal, 12 juillet 1841.

ANQ-Q, État civil, Catholiques, Saint-Roch-de-Québec, 10 juillet 1844.

ANQ-M, État civil, Catholiques, Notre-Dame-de-Montréal, 12 août 1848.

6. Photographies

Les photographies présentées dans ce document proviennent de deux sources, à savoir les sites Internet et les collections privées. Nous nous permettons de suggérer une démarche supplémentaire dans le cas où le présent document serait publié, en tout ou en partie, afin d'obtenir les droits de publication desdites photographies.

Annexe I

Contacts – Personnes-ressources

Archives nationales du Québec

Direction du Centre d'archives de Québec
Monsieur Normand Charbonneau
Directeur
Pavillon Louis-Jacques-Casault
Case postale 10450
Québec (Québec) G1V 4N1
Téléphone : (418) 644-4787

Monsieur Rénaud Lessard
Archiviste
Pavillon Louis-Jacques-Casault
Cité universitaire
C.P. 10450
Sainte-Foy (Québec) G1V 4N1
Téléphone : (418) 644-4783 poste 6065
Courriel : renald.lessard@mcc.gouv.qc.ca

Monsieur Christian Drolet
Archiviste
Pavillon Louis-Jacques-Casault
Case postale 10450
Québec (Québec) G1V 4N1
Téléphone : (418) 643-9250

Assemblée nationale du Québec

Direction de la Bibliothèque
Division de la reconstitution des débats
Monsieur Gilles Gallichan
Chef de division
Édifice Jean-Antoine-Panet
1020, rue des Parlementaires
Bureau 4.77
Québec (Québec) G1A 1A3
Téléphone : (418) 644-5459
Courriel : ggallichan@assnat.qc.ca

Centre d'histoire de Saint-Hyacinthe

Monsieur Jean-Noël Dion
Directeur-archiviste
650, rue Girouard Est
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 2Y2
Téléphone : (450) 774-0203
Télécopie : (450) 250-8127
Courriel : archivessh@ntic.qc.ca

Commission de la capitale nationale du Québec

Monsieur Nicolas Giroux
Historien
Édifice Hector-Fabre
525, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Héritage Montréal

Monsieur Robert Klein
Documentaliste
100, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2X 1C3
Téléphone : (514) 286-2662
Télécopie : (514) 286-1661

Parcs Canada

Maison Sir-Étienne-Paschal-Taché
Monsieur Patrick Morency
Animateur culturel
37, avenue Sainte-Marie
Montmagny (Québec) G5V 2R6
Téléphone : (418) 248-0993
Télécopieur : (418) 248-2236
Courriel : maisontache@montmagny.com

Madame Mélanie Boulet
 Guide-interprète
 37, avenue Sainte-Marie
 Montmagny (Québec) G5V 2R6
 Téléphone : (418) 248-0993
 Télécopieur : (418) 248-2236
 Courriel : maisonatche@montmagny.com

Maison Sir-George-Étienne-Cartier

Monsieur David Ledoyen
 Superviseur
 458, rue Notre-Dame Est
 Montréal (Québec) H2Y 1C8
 Téléphone : (514) 283-2282
 Courriel : david.ledoyen@pc.gc.ca

Lower Fort Garry

Madame Gisèle Gauthier
 Superviseure
 Service aux visiteurs
 5925, route 9
 St. Andrews (Manitoba) R1A 4A8
 Téléphone : (204) 785-6064
 Télécopie : (204) 785-6084
 Courriel : gisele.gauthier@pc.gc.ca

Monsieur André Charbonneau
 Historien
 Parcs Canada
 Téléphone : (418) 648-7369
 Télécopie : (418) 649-8225
 Courriel : andre.charbonneau@pc.gc.ca

Monsieur Yvan Fortier
 Historien
 Parcs Canada
 3, passage du Chien d'or
 Québec (Québec) G1R 3Z8
 Téléphone : (418) 649-8240

Société historique de Charlesbourg

Madame Cécile Labrecque
 Maison Éphraïm-Bédard
 7655, chemin Samuel
 Charlesbourg (Québec) G1H 7H4
 Téléphone : (418) 624-7745
 Télécopie : (418) 624-7230
 Courriel : shdc@globetrotter.net

Ville de Longueuil

Arrondissement Boucherville

Madame Sylvie Théroux
 Service à la clientèle
 Téléphone : (450) 463-7020
 Télécopie : (450) 655-0086

Ville de Montréal

Société de développement de Montréal

Monsieur Gilles Lauzon
 Chargé de recherche
 Téléphone : (514) 872-9371
 Courriel : glauzon@ville.montreal.qc.ca

Madame Lucie Pelletier
 Agente de bureau
 Téléphone : (514) 872-1173
 Télécopie : (514) 872-3475
 Courriel : lpelletier@ville.montreal.qc.ca

Ville de Québec

Division des archives

Madame Martine Ménard
 350, rue Saint-Joseph Est
 4^e étage
 Québec (Québec) G1K 3B2
 Téléphone : (418) 691-7307

Monsieur Jacques-Yvan Morin